

LE DEVOIR



SCIENCE

De l'effet bénéfique de la « bouffe performante »

Page B 1

CULTURE

Mort-née, l'école de chanson. À qui la faute?

Pages B 7 et B 8

VOL. XCI N° 128 212

LE LUNDI 18 SEPTEMBRE 2000

87c + TAXES = 1\$

HORS-JEU X

La Thorpille

C'est fou les choses extraordinaires que l'on apprend en regardant les Jeux olympiques (et qu'on s'empresse d'oublier dans deux semaines). Celle-ci, par exemple: les Australiens capotent sur la natation. Voilà bien mille fois qu'on nous le dit, l'Australie a beau être un gigantesque continent-pays-île faisant 14,1 fois la France, ils sont tous nés au bord de l'eau, ceci expliquant cela. Il paraît que la natation est là-bas ce que le hockey est chez nous: elle défraie les manchettes, elle crée des héros plus grands que nature et, même à Sydney, les citoyens réclament la tête de Réjean Houle dans les tribunes téléphoniques.



Jean Dion



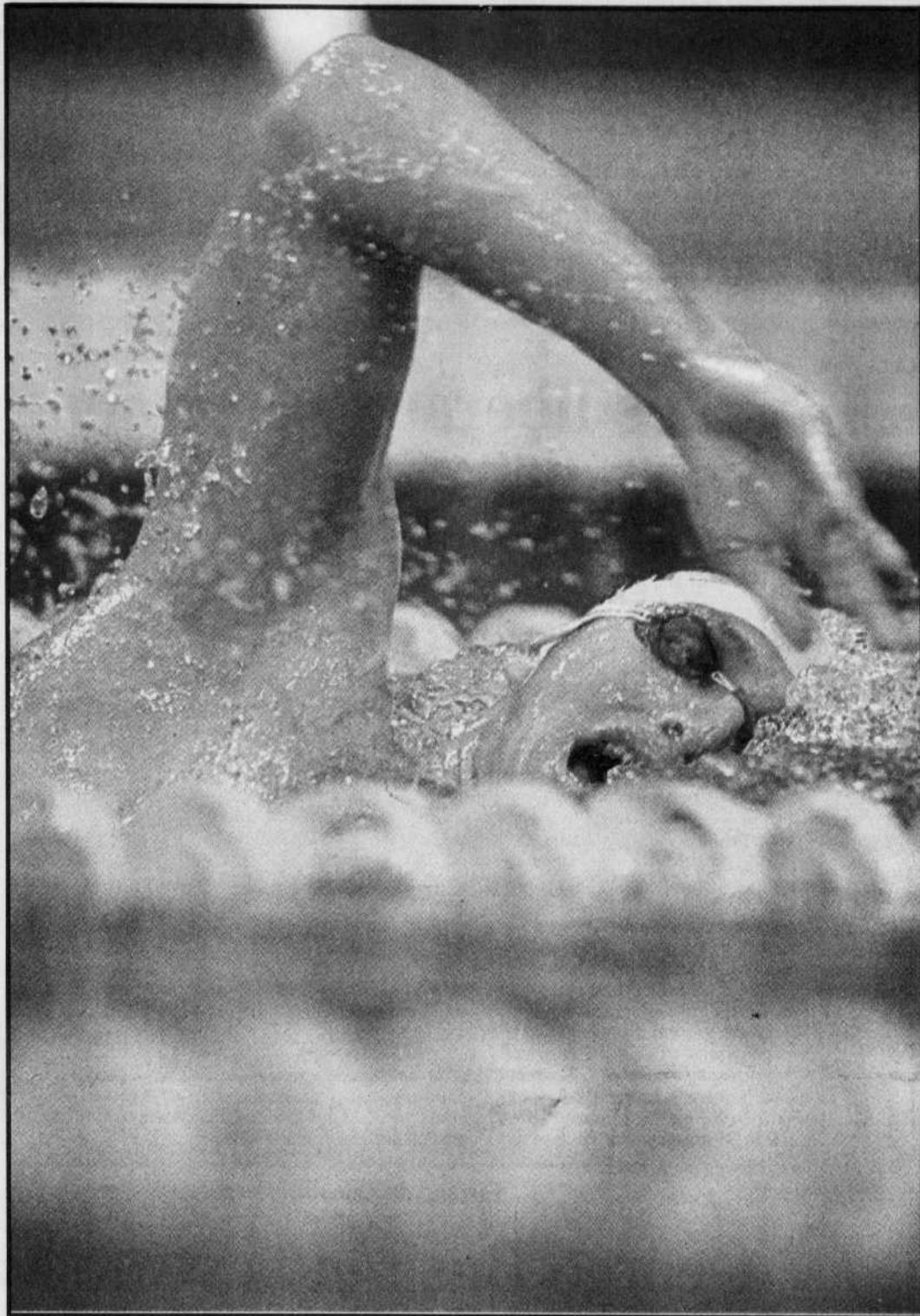
Pour avoir une idée de l'ampleur de l'affaire, notons que Sydney compte plus d'une centaine de piscines municipales. Et c'est sans parler des 10 500 athlètes et 21 000 journalistes qu'elle compte aussi, la chanceuse.

Mais si on veut parler de natation par les temps qui voquent, il faut parler d'Ian Thorpe l'Australien. Vous le savez déjà, il n'a que 17 ans, il mesure 1,96 m et il chausse des 17, sauf bien sûr lorsqu'il est dans la piscine. D'ailleurs, si jamais vous le rencontrez, il est préférable de ne pas aborder le sujet; un peu plus jeune, lorsqu'on a vu qu'il allait devenir une vedette, tous les interviewers se sont mis à lui poser des questions sur ses pieds, et ça l'a considérablement écœuré, à tel point qu'il a dit qu'à son humble avis, foot était essentiellement un autre mot de quatre lettres commençant par «f».

Et puis, avec ces palmes — sa mère lui commandait des souliers à sa pointure par l'intermédiaire des Kings de Sydney, une équipe de basketball —, il va si vite qu'on le surnomme «The Thorpedo», que notre dictionnaire électrique traduit par «La Thorpille». Une chance, du reste, qu'il est là, puisque les finales de natation se déroulent aux petites heures du matin et qu'il faut alors une bonne dose d'excitation pour nous faire émerger, comment dire, de notre thorpeur. En tout cas, ça bat les épreuves de dressage, le seul sport où on donne des points pour un postérieur aligné.

«Il glisse dans l'eau comme un poisson dans l'eau», racontait Jean-Marie de Koninck à la SRC, ce qui n'est guère étonnant étant donné qu'il porte une combinaison rappelant celle du requin-marthorpe constituée à 72 % de polyamide et à 28 % de lycra, le tout assainonné d'une couche de téflon. Mais attention, il ne fait pas que glisser: avec six battements de pieds par mouvement de bras, il occasionne aussi pas mal d'écume. «Quand je suis derrière lui, j'ai l'impression d'être dans une machi-»

VOIR PAGE A 8: THORPILLE



«Quand je suis derrière lui [Thorpe], j'ai l'impression d'être dans une machine à laver», a déjà dit son rival sud-africain Ryk Neethling.

À lire en page A 4

- Les Canadiens à Sydney
- L'équipe féminine de water-polo dans l'eau chaude
- Dopage un jour...

Enquête Sondagem-
Le Devoir-CKAC

Les Québécois concèdent la victoire au PLC

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

À l'approche du scrutin fédéral, les Québécois se montrent réalistes. Plus des deux tiers d'entre eux estiment que le Parti libéral dirigé par Jean Chrétien a de bonnes chances de remporter les prochaines élections. Même chez les gens ayant l'intention de voter pour le Bloc québécois, 57 % croient que les libéraux voguent vers un troisième mandat.

Selon un sondage effectué par la firme Sondagem pour Le Devoir et CKAC du 8 au 15 septembre, 15,3 % des répondants disent que le Parti libéral du Canada (PLC) a de très bonnes chances de l'emporter. Cette catégorie s'ajoute aux 53,3 % des gens qui affirment que le PLC a plutôt de bonnes chances de terminer en tête. Cette étude a été réalisée auprès de 1003 personnes. La marge d'erreur est de 3 % dans 19 cas sur 20.

«Les Québécois font preuve de réalisme politique. Même si dans leur décision, ils préfèrent le Bloc aux libéraux, ils savent que le Parti libéral est le seul parti national qui peut former le gouvernement», analyse le sondeur Jean Noisieux de Sondagem.

Mais cette impression ne correspond pas nécessairement aux intentions de vote des Québécois. En tenant compte que Jean Chrétien demeure en poste, ils choisissent le Bloc dans une proportion de 37 % contre 34 % pour le PLC. L'Alliance canadienne, qui est en pleine structuration à travers la province, obtiendrait ainsi 7 % des appuis.

Le Parti conservateur de Joe Clark, qui n'a plus qu'un seul député au Québec après la défection la se-

Le Bloc obtient toutefois 37% des intentions de vote, contre 34 % pour le PLC

VOIR PAGE A 8: SONDAGE

- Jour de rentrée à Ottawa, page A 2

Jean-V. Dufresne (1930-2000)

Un homme libre

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Dire qu'une de meilleures plumes journalistiques du Québec disparaissait samedi dernier à l'heure où les yeux de Jean-V. Dufresne se sont clos consiste à verser dans le pléonasme. On ne le répètera pourtant jamais assez. Qu'il ait marié cette passion du style et du mot juste traqué dans un dictionnaire aux pages usées, maniaquement consultées, à un immense respect de l'information et surtout du lecteur, cela en a fait un journaliste de tous les champs, un honnête homme, au sens que lui conférerait la Renaissance. Rare oiseau dont la race se perd.

Jean-V. Dufresne fut de ces hommes qui se sont bâtis eux-mêmes. Ayant appris le métier sur le tas à La Patrie dès l'âge de seize ans, il aura couvert depuis lors près d'un demi-siècle de cette histoire en marche. Sur les pas de celui qui fut le premier columnist d'un journal québécois francophone — au Montréal-Matin, en 1976 lors des Olympiques de Montréal — bien des générations de chroniqueurs devaient pousser.

Son indépendance d'esprit, son intégrité, son refus des moules, sa difficulté à fonctionner à l'intérieur d'une hiérarchie, l'ont entraîné dans cette carrière multiforme qui l'a fait rebondir d'un média à l'autre: notamment au Devoir (deux séjours) à La Presse, à Radio-Canada en passant par L'actualité, pour atterrir en bout de course au Journal de Montréal d'où il prit sa retraite en 1996.

Toute la profession est en deuil, non seulement pour avoir perdu un modèle mais souvent un ami cotoyé dans un média ou l'autre, tant il a couvert de terrain, à titre de chroniqueur, de reporter, d'intervie-



Jean-V. Dufresne

VOIR PAGE A 8: DUFRESNE

- Le Devoir publie trois chroniques de Jean-V. Dufresne en page A 7

Les dix ans du gouvernement Fujimori

Lima (AFP) — Voici une chronologie des dix ans de pouvoir du président Alberto Fujimori, qui a annoncé samedi soir la convocation de nouvelles élections présidentielle et législatives, ajoutant qu'il ne sera pas candidat, renonçant ainsi de fait au pouvoir.

■ 1990, 28 juillet: Le président Fujimori succède à Alan García après avoir été élu en juin au second tour avec 57 % des voix.

8 août: Premier choc économique baptisé «Fujishock»; suppression de toutes les subventions, les prix des produits de base sont multipliés par quatre.

■ 1991, 11 mars: Second choc économique; privatisation et ouverture des frontières.

■ 1992, 5 mars: «Auto-coup d'État»: le président suspend la constitution, dissout le parlement, faute de majorité, avec l'appui de l'armée.

12 septembre: Capture à Lima d'Abimael Guzman, dit «Président Gonzalo», chef du Sentier lumineux, organisation terroriste maoïste d'obédience polpotiste.

■ 1993, 11 décembre: Adoption d'une nouvelle constitution instaurant un régime présidentiel et une chambre unique.

■ 1994, 28 février: Privatisation record: la société de télécoms espagnole Telefonica achète la société nationale des téléphones pour une somme record.

■ 1995, 26 janvier: Début de la guerre avec l'Équateur: un poste-frontière situé dans une zone contestée en Amazonie est bombardé par une unité équatorienne.

VOIR PAGE A 8: FUJIMORI

INDEX

Annonces..... A 4	Météo..... A 4
Avis publics .. B 3	Planète..... B 2
Culture..... B 8	Religions..... B 6
Éditorial..... A 6	Science..... B 1
Idées..... A 7	Sports..... B 4
Monde..... A 5	Télévision..... B 7
Mots croisés .. B 3	

Le Pérou jubile

Comment l'armée réagira-t-elle à la démission de Fujimori?

D'APRÈS REUTERS ET AFP

Lima — La décision du président Alberto Fujimori d'organiser des nouvelles élections a provoqué hier des scènes de jubilation au Pérou tout en suscitant des craintes sur un possible vide politique et la réaction de l'armée dans les prochains jours.

Fujimori a créé la surprise en annonçant la tenue de nouvelles élections présidentielles et législatives auxquelles il a décidé de ne pas participer comme candidat.

Le visage tendu, le chef d'État péruvien a annoncé sa décision, qui a fait l'effet d'une

bonne, lors d'un discours à la nation retransmis samedi soir à la télévision et à la radio. Il brisait ainsi le silence qu'il observait depuis 24 heures sur un scandale dans lequel est mis en cause le chef des services de renseignements, le tout-puissant Vladimiro Montesinos.

«Après mûre réflexion, j'ai décidé tout d'abord de suspendre les activités du Service national de renseignement [SIN] et, ensuite, d'organiser immédiatement des élections générales auxquelles je ne serai pas candidat»,

VOIR PAGE A 8: PÉROU



AGENCE FRANCE-PRESSE

XXXXX



7 78313 00064 1

• LES ACTUALITÉS •

Reprise des travaux aux Communes

Stockwell Day et Joe Clark seront les points de mire de la nouvelle session

JENNIFER DITCHBURN
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Chacun de leur côté, Stockwell Day et Joe Clark seront sans doute les points de mire de la nouvelle session parlementaire qui débute cette semaine à Ottawa.

Nouveau venu à la Chambre des communes, le premier, leader de l'Alliance canadienne, comblera le poste laissé vacant par le départ de Preston Manning, auparavant leader du Parti réformiste, en mars dernier. Quant au chef du Parti conservateur, il prendra finalement place aux Communes après deux ans passés dans les coulisses.

Leur présence devrait ajouter un élément de suspense politique à cette session, prélude aux prochaines élections fédérales.

Non seulement MM. Day et Clark sont-ils fin prêts à s'attaquer aux libéraux au pouvoir, on s'attend également à ce qu'ils se prennent mutuellement pour cibles. Leurs partis respectifs se font la lutte pour gagner l'appui de l'électorat de tendance conservatrice, et les deux hommes sont éminemment conscients d'être sous haute observation.

Les partisans de M. Day assurent que son charisme et son énergie éclipsent M. Clark et feront du chef de l'Alliance la vedette de la session, en dépit de son manque d'expérience sur la scène fédérale.

Mais il ne sera peut-être pas facile pour M. Day de garder le contrôle d'un caucus de 57 membres. Son prédécesseur, M. Manning, avait connu sa part d'ennuis avec les députés — et pourtant, il travaillait avec certains d'entre eux depuis des années.

Des assistants du leader de l'Alliance ont par ailleurs demandé aux journalistes de la Tribune de la presse parlementaire de ne pas se ruer sur leur chef lors des points de presse inopinés, au cours desquels les membres des médias se bousculent pour interviewer et photographier les politiciens dans le foyer du Parlement après la période des questions.

**Joe Clark
devra
trouver
le moyen
de faire
une solide
impression**

«Nous préférons que M. Day n'ait pas à jouer du coude pour entrer ou sortir de la Chambre», a dit le responsable des communications de M. Day, rapportant hier les quotidiens *Ottawa Citizen* et *Ottawa Sun*.

Du côté de M. Clark, les conservateurs font remarquer que leur chef a passé 21 ans en Chambre, notamment comme premier ministre mais également comme titulaire de plusieurs ministères, dont celui des Affaires étrangères sous Brian Mulroney.

L'entrée de M. Clark aux Communes revêt une grande importance pour sa formation. Ses partisans comptent qu'il donnera une performance suffisamment impressionnante pour freiner le déclin du parti et lui redonner un nouvel élan.

Six députés conservateurs ont quitté le PC depuis que M. Clark en est devenu le chef en 1998. Le parti a cependant récupéré deux de ces sièges, ce qui laisse les conservateurs, en cinquième place, avec 15 députés à la Chambre des communes. Les dernières déflections, celles des députés québécois David Price et Diane Saint-Jacques au profit des libéraux, sont survenues quelques heures à peine après la victoire remportée par M. Clark à l'élection complémentaire de Kings-Hants, en Nouvelle-Écosse, le 11 septembre.

M. Clark devra trouver le moyen de faire une solide impression en dépit du fait qu'en tant que leader de la cinquième formation aux Communes, il est autorisé à poser beaucoup moins de questions que l'Alliance.



Un homme prend un moment de repos sur un banc face à l'édifice du Parlement, à Ottawa.

Campagne électorale fédérale

Les libéraux ne croient pas possible une alliance entre Harris et Bouchard

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Sainte-Foy — Les Ontariens s'attendent d'un mauvais œil à une alliance entre le premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, et son homologue québécois, Lucien Bouchard, destinée à nuire aux chances électorales des libéraux fédéraux, a soutenu hier le ministre fédéral des Travaux publics, Alfonso Gagliano.

«Les Ontariens accepteraient mal que M. Harris fasse alliance avec un premier ministre qui veut séparer le Québec du Canada. Ce ne serait pas dans l'intérêt de M. Harris», a déclaré M. Gagliano à l'issue d'un colloque des jeunes du Parti libéral du Canada.

«Il est normal que sur certains sujets, des chefs de gouvernement des provinces fassent des alliances. C'est la beauté de la fédération canadienne», a dit le ministre fédéral, aussi organisateur en chef du

PLC au Québec. Déjà, depuis deux semaines, les gouvernements du Québec et de l'Ontario ont uni leurs voix à deux reprises dans le but d'influencer le gouvernement fédéral. La première occasion a été le débat sur le financement de la santé, où un front commun Québec-Toronto a amené la conclusion d'un accord signé la semaine dernière.

Vendredi dernier, par ailleurs, l'Ontario a joint sa voix au Québec pour réclamer que le gouvernement fédéral modifie le Code criminel canadien afin de faciliter la lutte contre les bandes criminelles.

Mais une alliance ouverte Harris-Bouchard aux fins de nuire aux libéraux fédéraux lors de la campagne électorale fédérale qui sera déclenchée d'ici un an paraît impensable aux libéraux.

Les Ontariens n'accepteraient jamais que le chef de leur gouvernement se joigne aux «sépara-

tistes» pour faire la lutte à Jean Chrétien, croit le ministre Gagliano.

En Ontario, le parti de Jean Chrétien détient la presque totalité des 103 sièges à la Chambre des communes, mais les sympathies de Mike Harris pour l'Alliance canadienne sont bien connues.

Même s'il prend tous les adversaires des libéraux au sérieux, M. Gagliano a reconnu qu'au Québec, le Bloc québécois constitue le principal adversaire électoral. Mais dans le reste du Canada, c'est l'ombre de Stockwell Day, chef de l'Alliance canadienne, qui plane. Les jeunes libéraux ont d'ailleurs adopté en fin de semaine une résolution qui condamne sévèrement l'impôt à taux fixe que propose le chef de l'Alliance. La résolution rappelle qu'un taux d'imposition à 17 %, comme le veut M. Day, ferait perdre au gouvernement des revenus de 20 à 25 milliards. Ce taux devrait être à 21 % pour éviter que

les revenus du gouvernement ne chutent. Un taux fixe a également le désavantage de «déplacer le fardeau fiscal des plus riches vers les classes moyennes», ont fait valoir les jeunes libéraux.

Quels que soient les adversaires, le ministre Gagliano a expliqué que les libéraux choisiront les deux tiers de leurs candidats au Québec d'ici Noël. Les dates d'une vingtaine d'assemblées d'investiture ont déjà été fixées. Un nouveau président des jeunes libéraux fédéraux a également été désigné, soit Eric Blouin, étudiant en droit à l'Université Laval.

Le Parti libéral du Canada est prêt à la lutte électorale, a fait valoir M. Gagliano. Mais lors de la conférence de presse, un immense paravent publicitaire placé juste derrière l'orateur s'est affaissé, faisant sursauter le ministre et ses adjoints et causant un certain émoi.

Mariage de Caroline Mulroney

George Bush et la reine Noor de Jordanie étaient de la fête

PRESSE CANADIENNE

Le mariage de la fille unique de Brian Mulroney, Caroline, s'est déroulé hier dans une atmosphère rappelant vaguement les années 1980, avec des invités tels que l'ex-président des États-Unis, George Bush, et plusieurs membres du cabinet de l'ancien premier ministre.

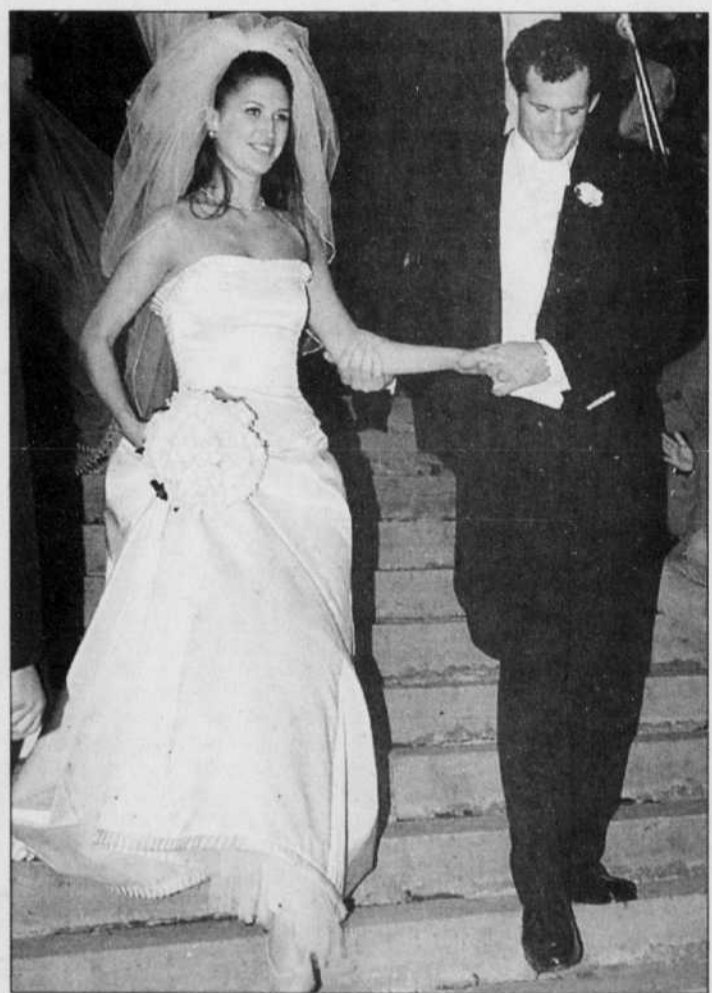
Parmi les personnalités qui ont assisté au mariage de Caroline Mulroney et d'Andrew Lapham se trouvaient également la reine Noor de Jordanie, le magnat de la presse Conrad Black, ainsi que le leader conservateur Joe Clark et le leader du Parti libéral du Québec, Jean Charest. D'anciens membres du cabinet Mulroney, notamment Michael Wilson, John Crosbie et Barbara McDougall, étaient aussi présents.

Le monde du spectacle était représenté par Kathy Lee, une personnalité de la télévision américaine, arrivée à l'église Saint-Léon de Westmount accompagnée de son mari, Frank Gifford.

L'ex-première ministre britannique Margaret Thatcher, dont le nom avait été mentionné parmi les invités, n'assistait pas au mariage.

Environ 300 personnes se sont massées autour de l'église pour tenter d'entrevoir certains des invités qui sortaient de quatre véhicules blancs, alors que d'autres ont observé la scène depuis leur balcon, dans l'immeuble à appartements situé de l'autre côté de la rue. La mariée portait une robe de soie de couleur crème et tenait à la main un bouquet de fleurs blanches. Son père, en smoking, l'a aidée à soulever sa longue traîne en l'accompagnant jusqu'à l'église.

L'ex-premier ministre n'a pas parlé aux journalistes avant la céré-



Caroline Mulroney, 26 ans, sort de l'église en compagnie du marié, Andrew Lapham, qui a lancé récemment une entreprise sur Internet. Son père est l'éditeur du magazine *Harper's*.

monie, mais plus tôt au cours de la semaine, sa fierté semblait évidente. «C'est une fille merveilleuse, elle épouse un type extraordinaire, et je

suis comme n'importe quel autre père», a-t-il déclaré. «Nous aimons notre fille et nous leur souhaitons beaucoup de bonheur.»

EN BREF

Évacuations en Floride

(Reuters) — Quelque 280 000 habitants ont reçu hier l'ordre d'évacuer leurs foyers situés dans les régions rurales de la côte nord de la Floride en raison de l'approche de l'ouragan Gordon en provenance du golfe du Mexique. Les autorités de l'État ont lancé une mise en garde sur le risque d'inondations et craignent de fortes précipitations, voire des tornades. Hier, la côte était déjà balayée par le vent, la pluie et une forte hou-

le. Dans les villes, des habitants ont commencé à stocker des provisions, d'autres ont pris la direction d'abris anti-ouragan. La Garde nationale et les services de secours de Floride s'approprièrent à passer à l'action. Sur le pas de tir de Cap Canaveral, le centre spatial Kennedy, situé sur le littoral atlantique, a pris ses dispositions au cas où la tempête viendrait dans sa direction. «Cette tempête va avoir un impact sur tout l'État», a déclaré le gouverneur Jeb Bush, alors qu'il se trouvait dans un centre d'urgence à Tallahassee, la capitale de l'État.

Conflit à Burnt Church

Rae se donne jusqu'à demain

CHRIS MORRIS
PRESSE CANADIENNE

Néguaq, N.-B. — Bob Rae s'est fixé une échéance pour la résolution du conflit sur la pêche au homard à Burnt Church, au Nouveau-Brunswick. M. Rae, le médiateur dans l'impasse entre Ottawa et les pêcheurs autochtones, a indiqué qu'il mettrait un terme à ses efforts demain, à moins qu'il n'y ait une percée d'ici là.

Mais M. Rae ne paraissait guère optimiste hier, à sa sortie d'une réunion mouvementée avec des pêcheurs commerciaux non autochtones dans le village acadien de Néguaq, situé près de Burnt Church, sur les rives de la baie de Miramichi.

Evoquant l'existence de «profondes divergences philosophiques», M. Rae, qui est sur place depuis près d'une semaine, a estimé que si ces divergences d'opinion se maintiennent, on ne règlera pas le problème par la médiation.

Un échec des négociations aggraverait une situation déjà explosive dans la réserve micmaque et au sein des communautés environnantes, non autochtones.

Plus d'un millier de non-autochtones se sont entassés dans un aréna de Néguaq, hier, pour exprimer leur frustration devant l'incapacité d'Ottawa de régler le conflit de la pêche au homard et le refus de la réserve de respecter la réglementation fédérale. La frustration et la colère sont à leur comble, a soutenu Michelle Morrison, qui vit près de la réserve. «Nous avons l'impression d'être assiégés. Nous avons peur de marcher seuls. Chaque jour, nous vivons dans la peur des Warriors armés et on nous dit de laisser [les autochtones] avoir le quai... Combien de temps devons-nous vivre comme cela?» Des représentants du gouvernement se sont fait huer quand ils ont dit que les agents de Pêches et Océans et la police maîtriseraient la situation. Certains pêcheurs étaient si émus au moment de prendre la parole que leur voix tremblait. Le ministre fédéral des Pêches et Océans, Herb Dhaliwal, avait été invité à la réunion, mais il a plutôt choisi d'assister à un événement à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick.

Pour s'informer,
tout le monde
le fait



nouvel
horaire

dès 11 h 15.

Jean Lapierre
décortique l'actualité pour vous.

CKAC 730
RADIO MÉDIA

La radio de l'information
ckac.com

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Les ambulanciers suspendent leurs moyens de pression

Urgences-santé n'a pas encore répondu à l'invitation de reprendre les négociations

JUDITH LACHAPELLE
LE DEVOIR

Les ambulanciers d'Urgences-Santé ont décidé de suspendre leurs moyens de pression, mais affirment que leur décision n'a rien à voir avec les accusations auxquelles ils font face devant la justice. Clamant leur bonne foi dans le processus de négociations, ils ont invité leur employeur à revenir à la table ce matin, à la condition que des observateurs y prennent également place. Au moment de mettre sous

presse, Urgences-Santé n'avait pas encore répondu à l'invitation des syndiqués.

En assemblée générale vendredi soir, les ambulanciers ont décidé de suspendre les moyens de pression qui avaient été adoptés jeudi derniers. Les syndiqués du Rassemblement des employés techniciens-ambulanciers du Québec (RETAQ) avaient décidé de ne répondre aux appels qu'à partir de leur radio portative. À partir de demain, les ambulanciers devaient également abandonner leur véhicule verrouillé à la fin de leur

quart de travail, peu importe où il se trouve. Ces mesures s'étaient ajoutées aux mesures administratives qui consistaient essentiellement à ne pas remplir les formulaires de facturation reliés aux transports ambulanciers.

À sa sortie de l'assemblée générale vendredi soir, le président du RETAQ, Yves Imbault, a affirmé que la suspension de moyens de pression n'avait rien à voir avec le recours d'Urgences-Santé aux tribunaux. «Ce n'est pas avec des mesures répressives comme ça qu'on va faire un bon climat de travail

avec les ambulanciers et les travailleurs du Québec», a déclaré M. Imbault aux journalistes. *Je pense qu'on est plus intelligent que ça, je pense que c'est une bataille pour la population, et on va démontrer qu'on a raison de la faire.*

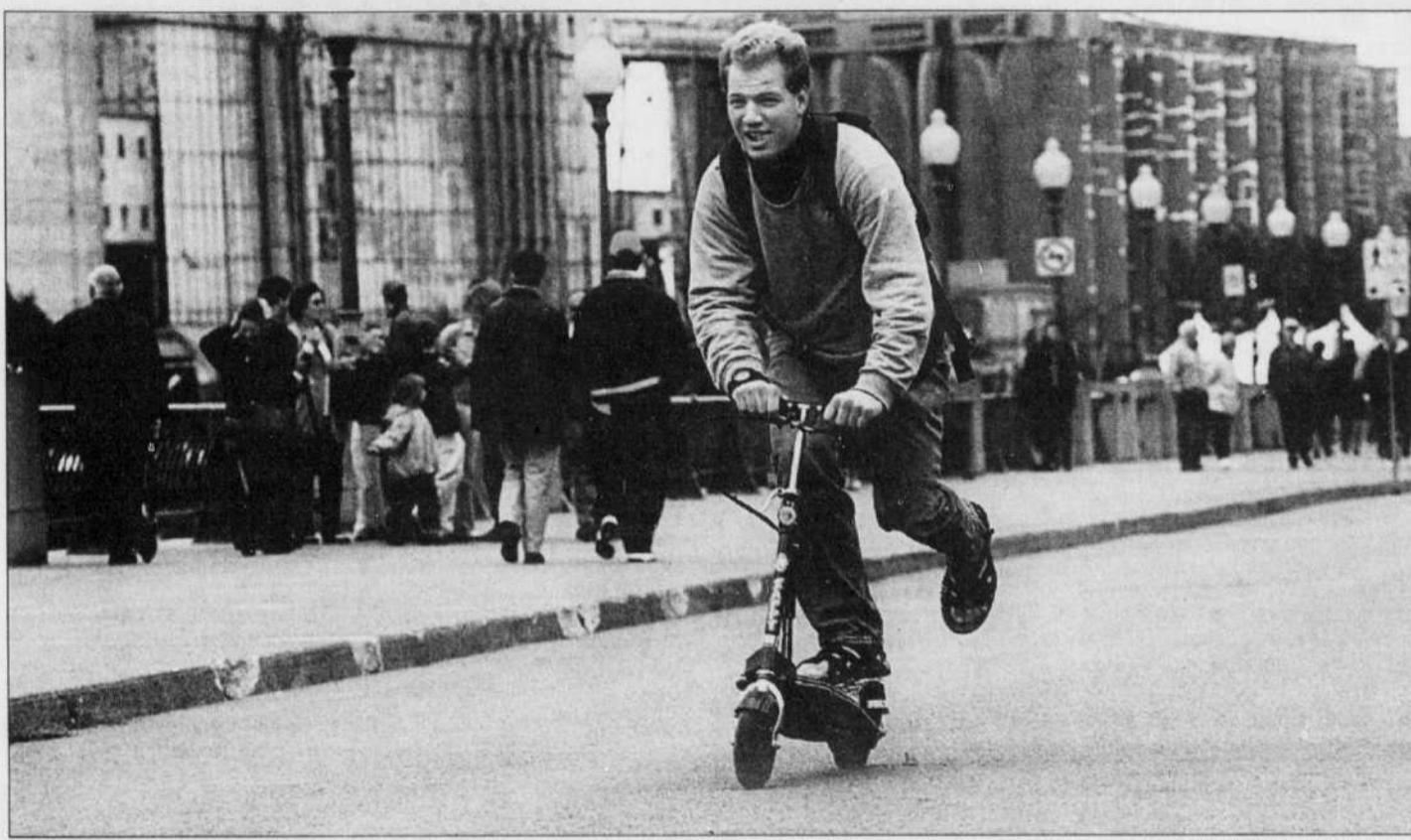
Le RETAQ a déjà été condamné deux fois pour outrage au tribunal lors du conflit de 1994, parce qu'il avait refusé de remettre les formulaires de facturation de transport ambulancier et à cause d'un refus de se conformer à une ordonnance du Conseil des services essentiels. Un procès doit

également débiter le 16 octobre après que le syndicat eut échangé véhicules ambulanciers et équipement lors du conflit de juin 1999. Et demain matin, le RETAQ devra une nouvelle fois se présenter en Cour supérieure pour répondre à des accusations d'outrage au tribunal à cause du non-respect de l'ordonnance du Conseil des services essentiels. Une enquête devrait également permettre d'identifier les auteurs des actes de vandalisme perpétrés jeudi aux bureaux d'Urgences-Santé.

Les ambulanciers appliquent

des moyens de pression depuis le 2 septembre pour forcer Urgences-Santé à ajouter des postes à temps complet pour augmenter le nombre d'ambulances à Laval et Montréal. Les syndiqués déclarent que 66 000 heures supplémentaires doivent être ajoutées au budget d'Urgences-Santé pour répondre à la demande. Urgences-Santé réplique qu'elle n'a pas à augmenter le nombre de postes puisque qu'elle réussit toujours à atteindre ses objectifs qui sont de répondre aux appels en moins de huit minutes, 80 % du temps.

Bruyantes, les trottinettes?



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LE SILENCE a un prix: 1500 \$. Telle est la somme déboursée par Richard Hamel pour cette trottinette électrique. Une charge de quatre à cinq heures de la batterie lui procure une autonomie d'environ 90 minutes. Après quoi, c'est le retour au «moteur-jambe».

Import-export de produits dangereux

Des organismes de l'Estrie dénoncent les dangers de la déréglementation

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR
LE DEVOIR

Plusieurs organismes sociaux et environnementaux de l'Estrie ont dénoncé vendredi, en conférence de presse, les dangers de la déréglementation aux niveaux fédéral et provincial, des dangers qui menacent autant, à leur avis, l'environnement que la démocratie, en particulier en ce qui a trait à l'import-export de déchets dangereux.

Cette conférence de presse du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CREE) a aussi regroupé des représentants d'organismes nationaux comme le Conseil des Canadiens, des groupes sociaux comme la CSN, des groupes locaux comme la

Townshippers Association, les ACEF, des maires, le Bloc québécois, etc.

Cette prise de position musclée était d'autant plus surprenante qu'elle survient dans le château fort de «l'aumônerie» de la déréglementation au Québec et président du comité provincial sur «l'allègement réglementaire», Bernard Le maire, un des piliers du groupe Cascades, le fleuron industriel de la région. Cette conférence de presse se voulait une suite à la divulgation récente par *Le Devoir* de l'octroi de contrats par Environnement Canada au secteur privé pour l'élaboration de règles, normes, processus administratifs et même des énoncés de politique.

Pour le CREE, la décision du fédéral de confier au secteur privé l'élaboration des règles d'import-

export en matière d'importation de BPC pour alléger le fardeau administratif des demandeurs de permis est tout aussi inquiétante que la politique québécoise car elle reposera sur des principes, des valeurs et des méthodes fort différents de la logique d'intérêt public qui devrait à tout le moins animer les fonctionnaires d'un ministère public.

L'Estrie est particulièrement sensible depuis une décennie aux problèmes d'import-export de déchets. Elles est particulièrement exposée au transport des déchets dangereux outre-frontière, étant une région limitrophe. De ce fait, elle se ressent tout particulièrement de l'augmentation de 300 % qui a touché l'import-export de déchets dangereux en 1999, ce qui n'est pas sans lien, rappellent

les groupes régionaux, avec la faiblesse des normes québécoises, jusqu'à la semaine dernière, en matière de sols contaminés. Et aussi en raison des assouplissements fédéraux sur la libéralisation des échanges pour les déchets dangereux voués au «recyclage» dans des entreprises établies souvent sans études d'impact, ni audiences publiques.

De passage en Estrie où il était interrogé sur les inquiétudes de ces groupes, le premier ministre Lucien Bouchard aurait déclaré, selon la presse régionale, qu'il prenait très au sérieux tout le dossier de l'import-export de déchets dangereux, dont une partie importante aboutit dans sa région, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, où les projets d'enfouissement et d'unités de traitement se multiplient.

Jugement du Tribunal des droits de la personne

De l'interdiction faite à des Noirs d'entrer dans un bar...

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Les noctambules qui se sont déjà fait refuser l'accès à un bar en raison de la couleur de leur peau risquent de s'intéresser à un récent jugement du Tribunal des droits de la personne.

L'organisme provincial vient de condamner la direction du pub O'Toole de Charlemagne à verser 1200 \$ à trois clients bloqués à la porte, sous prétexte que deux d'entre eux étaient Noirs.

France Bernier, Jean Allan Agnant et Pierre Jackson Agnant (ces deux derniers étant Noirs) se sont sentis particulièrement humiliés par les événements survenus le 5 septembre 1997.

Venus rejoindre un groupe d'amis au pub O'Toole, ils ont refusé le coup sur coup par deux portiers. Motif? Des rixes impliquant Blancs et Noirs avaient perturbé une soirée trois semaines auparavant.

Jean Allan Agnant demande à voir le patron, Claude MacIntosh. Ce dernier demande aux trois amis de sortir de l'entrée pour discuter à l'extérieur. Selon le témoignage des trois plaignants, le propriétaire va même jusqu'à pousser Jean Allan Agnant, en lui disant: «C'est quoi l'affaire, vous bloquez mon établissement. On va régler ça ailleurs.»

Le patron rappelle les problèmes que lui ont causés des indésirables Noirs et Blancs. Il nie avoir adopté une politique interdisant l'entrée des personnes de race noire dans son établissement. Il nie également avoir donné à ses portiers l'ordre de ne pas laisser entrer les Noirs.

Après avoir été menacé de pour-

suite par une amie de MM. Agnant et Mme Bernier, Claude MacIntosh décide finalement de laisser entrer tout le monde. Trop peu, trop tard. Le trio refuse. Le groupe en entier décide de transporter la fête ailleurs.

Un des portiers souligne dans son témoignage qu'il avait reçu l'instruction de filtrer les clients, afin d'éviter que le groupe qui avait initié les batailles revienne à nouveau. N'ayant ni liste, ni photos, il devait procéder à l'identification d'un simple coup d'œil. Dans le doute, Claude MacIntosh était appelé sur les lieux pour trancher. C'est exactement ce qui s'est produit dans la soirée du 5 septembre 1997.

Le Tribunal des droits en arrive à la conclusion que Claude MacIntosh n'a pas interdit l'accès aux plaignants. L'un des portiers a d'ailleurs mentionné que le restaurant a toujours compté des gens de couleur parmi sa clientèle, avant ou après les événements du 5 septembre. Deux personnes de race noire sont venues le confirmer preuve en Cour.

Par contre, les portiers ne disposaient d'aucune liste, aucune photo pour effectuer leur filtrage à des fins de sécurité. Ils se sont basés uniquement sur la race des Agnant pour leur refuser l'entrée. Il s'agit d'une forme de discrimination contraire à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. L'interception de France Bernier, sous prétexte qu'elle accompagnait les Agnant, constitue aussi une forme de discrimination basée sur des croyances ou préjugés.

Les Agnant réclamaient chacun 3000 \$ en dommages moraux. Le Tribunal leur accorde 500 \$. Quant à France Bernier, elle obtient 200 \$ alors qu'elle exigeait 1000 \$.

Import-export de produits dangereux

Des organismes de l'Estrie dénoncent les dangers de la déréglementation

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR
LE DEVOIR

Plusieurs organismes sociaux et environnementaux de l'Estrie ont dénoncé vendredi, en conférence de presse, les dangers de la déréglementation aux niveaux fédéral et provincial, des dangers qui menacent autant, à leur avis, l'environnement que la démocratie, en particulier en ce qui a trait à l'import-export de déchets dangereux.

Cette conférence de presse du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CREE) a aussi regroupé des représentants d'organismes nationaux comme le Conseil des Canadiens, des groupes sociaux comme la CSN, des groupes locaux comme la

Townshippers Association, les ACEF, des maires, le Bloc québécois, etc.

Cette prise de position musclée était d'autant plus surprenante qu'elle survient dans le château fort de «l'aumônerie» de la déréglementation au Québec et président du comité provincial sur «l'allègement réglementaire», Bernard Le maire, un des piliers du groupe Cascades, le fleuron industriel de la région. Cette conférence de presse se voulait une suite à la divulgation récente par *Le Devoir* de l'octroi de contrats par Environnement Canada au secteur privé pour l'élaboration de règles, normes, processus administratifs et même des énoncés de politique.

Pour le CREE, la décision du fédéral de confier au secteur privé l'élaboration des règles d'import-

export en matière d'importation de BPC pour alléger le fardeau administratif des demandeurs de permis est tout aussi inquiétante que la politique québécoise car elle reposera sur des principes, des valeurs et des méthodes fort différents de la logique d'intérêt public qui devrait à tout le moins animer les fonctionnaires d'un ministère public.

L'Estrie est particulièrement sensible depuis une décennie aux problèmes d'import-export de déchets. Elles est particulièrement exposée au transport des déchets dangereux outre-frontière, étant une région limitrophe. De ce fait, elle se ressent tout particulièrement de l'augmentation de 300 % qui a touché l'import-export de déchets dangereux en 1999, ce qui n'est pas sans lien, rappellent

les groupes régionaux, avec la faiblesse des normes québécoises, jusqu'à la semaine dernière, en matière de sols contaminés. Et aussi en raison des assouplissements fédéraux sur la libéralisation des échanges pour les déchets dangereux voués au «recyclage» dans des entreprises établies souvent sans études d'impact, ni audiences publiques.

De passage en Estrie où il était interrogé sur les inquiétudes de ces groupes, le premier ministre Lucien Bouchard aurait déclaré, selon la presse régionale, qu'il prenait très au sérieux tout le dossier de l'import-export de déchets dangereux, dont une partie importante aboutit dans sa région, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, où les projets d'enfouissement et d'unités de traitement se multiplient.

Quand téléphone cellulaire rime avec carte de crédit

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

Vous êtes jeune, vous avez un téléphone cellulaire et vous voulez obtenir une ligne? Si votre dossier de crédit n'est pas encore bien établi, préparez-vous à donner votre numéro d'assurance sociale, de permis de conduire... et 500 \$ de caution pour un petit branchement d'une vingtaine ou d'une trentaine de dollars par mois.

Petit coup de fil chez Rogers AT&T. «Vous n'avez pas de carte de crédit?» s'étonne-t-on avant de nous faire gentiment la leçon sur l'importance et l'utilité d'en avoir une... ne serait-ce que pour bien payer ses factures AT&T.

«On nous incite à tout autant de méfiance à l'égard des entreprises, relève une représentante de Rogers AT&T. Si une firme n'a pas déjà établi un solide dossier de cré-

dit, nous exigerons aussi d'elle au moins 500 \$.»

Bell Mobilité mène aussi des enquêtes sur le crédit, mais exige une caution un peu moindre des payeurs qui n'ont pas encore fait leurs preuves. «C'est au cas par cas», nous indique le vendeur au téléphone.

Chez Fido, aucune caution n'est exigée. Si l'on n'a aucune expérience de crédit, on nous dirige tout de suite vers la carte payée.

À l'Office de la protection du consommateur, on nous indique que cette extrême méfiance en matière de téléphonie est tout à fait inhabituelle — ne nous propose-t-on pas plus souvent d'acheter tout de suite et de payer plus tard? — mais conforme aux lois sur la protection du consommateur. «Généralement, les entreprises s'arrangent les jeunes clients et font tout pour les fidéliser le plus tôt possible,

note Georges-André Levac, porte-parole de l'Office de la protection du consommateur. Pour exiger de telles cautions, les entreprises ont dû être bien échaudées par de mauvais payeurs. Pour le reste, les lois

de protection du consommateur sont surtout destinées à protéger les gens contre l'endettement. Dans le cas présent, les gros dépôts exigés protègent les consommateurs contre eux-mêmes.»

François LASNIER

Réussir la formation par compétences

Par un maestro de la réforme...

504 pages — 39,50 \$

Les Éditions GUÉRIIN

En vente dans toutes les librairies

(514) 842-3481

loto-québec résultats

6/49 Tirage du 2000-09-16

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 2 264 573,00 \$
5/6+	6 113 228,60 \$
5/6	192 2 830,70 \$
4/6	10 133 102,80 \$
3/6	203 139 10,00 \$

Ventes totales: 14 578 969 \$
Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$

Número complémentaire: 45

Quebec 4/9 Tirage du 2000-09-16

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 1 000 000,00 \$
5/6+	1 50 000,00 \$
5/6	32 500,00 \$
4/6	1 389 50,00 \$
3/6	25 268 5,00 \$

Ventes totales: 691 521,00 \$

Número complémentaire: 45

Promotion Double Jeu*

6/49 + SUPER 7 Tirage du 2000-09-16

GAGNANTS	LOT	GAGNANTS	LOTS
07	13	22	28
164	60,98 \$	7/7	0 10 000 000,00 \$
*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 4/9 sur le même billet sont admissibles à la promotion.			
Extra Tirage du 2000-09-16			
NUMÉROS		LOTS	
340329		100 000 \$	
Extra Tirage du 2000-09-15			
NUMÉROS		LOTS	
688568		100 000 \$	

Ventes totales: 14 674 208 \$
Prochain gros lot (approx.): 12 500 000 \$

Le jeu doit rester un jeu.
TVA, le réseau des tirages

LES ACTUALITÉS

Offensive contre les rebelles musulmans sur l'île de Jolo

Aucun des otages n'a encore été récupéré

AGENCE FRANCE-PRESSE

Zamboanga (Philippines) — Au soir du deuxième jour de son offensive contre les rebelles musulmans sur l'île de Jolo, l'armée philippine a affirmé hier que tous les otages d'Abu Sayyaf étaient vivants, mais qu'aucun d'entre eux n'avait pu être récupéré.

L'armée a annoncé que les opérations, qui au départ étaient prévues pour un jour ou deux, et qui impliquent quelque 4000 soldats, pourraient durer jusqu'à une semaine.

«Malheureusement, les membres du groupe Abu Sayyaf se retirent et refusent tout affrontement avec nos forces», a déclaré au cours d'une conférence de presse le chef d'état-major des forces armées philippines, le général Angela Reyes.

Le ministre de la Défense, Orlando Mercado, a fait état hier de six rebelles tués et 12 blessés. En outre 20 guérilleros ont été faits

prisonniers, dont quatre étaient blessés. Quatre soldats de l'armée régulière ont également été blessés, a-t-il dit.

Il a démenti des informations de presse selon lesquelles plus de 200 civils auraient été tués ou blessés. Depuis le début de l'offensive, Manille a imposé un black-out sur les informations en provenance de l'île.

Le général Reyes a affirmé que les 22 prisonniers des rebelles — un Américain, deux Français, trois Malaisiens et 16 Philippines — étaient vivants, citant des informations des services secrets et mettant l'accent sur le fait que les rebelles en fuite n'avaient laissé derrière eux aucun otage blessé ou mort.

«Les informations selon lesquelles certains des otages seraient morts [...] ne sont, selon nous, que des rumeurs. Nous avons fait tous les efforts pour les vérifier et nos efforts nous ont montré que ces informations étaient erronées», a dit le général lors d'une conférence de

presse à Zamboanga, île de Mindanao, au sud des Philippines.

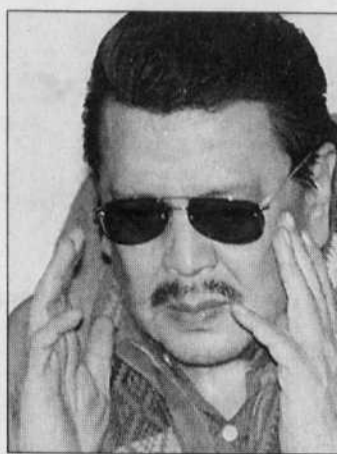
Aucun des captifs n'avait cependant pu être récupéré hier par les forces armées.

Le général Narciso Abaya, chargé des opérations sur place, a expliqué dans une téléconférence avec le président philippin Joseph Estrada, venu hier à Zamboanga, que l'opération pourrait durer «de trois jours à une semaine».

Civils blessés

De son côté, le maire de Jolo Rashdi Abubakar a déclaré à la chaîne de télévision ABS-CBN que quatre civils avaient été blessés au cours des combats qui ont lieu à l'extérieur de la localité, principale agglomération de l'île qui porte son nom. Cette interview a été l'un des premiers comptes rendus directs en provenance de Jolo depuis le début des opérations.

Un responsable de l'armée, qui a souhaité garder l'anonymat, a indiqué à l'AFP qu'au moins 70



Le président philippin Joseph Estrada

membres du groupe Abu Sayyaf avaient réussi à s'enfuir sur l'île voisine de Basilan après que l'armée eut pris d'assaut deux de leurs bases. Cette information a toutefois été démentie par le général Reyes.

Sécurité des otages

Devant l'état-major de l'armée, le président Joseph Estrada a «renouvelé ses recommandations concernant la sécurité des otages et leur sauvetage». Il a demandé hier au cours d'un entretien téléphonique au général Narciso Abaya, chargé des opérations sur place, d'assurer tout particulièrement la sécurité des deux otages français. Les deux journalistes Jean-Jacques Le Garrec et Roland Madura, de la chaîne de télévision publique française, Antenne 2, ont été enlevés en juillet alors qu'ils couvraient l'affaire des otages.

La France a rappelé aux autorités philippines que la sécurité des otages «doit demeurer la priorité», a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Jacques Chirac, qui a évoqué hier avec l'ambassadeur de France aux Philippines, Gilles Chouraki, la situation des deux otages français, à lui aussi insisté sur leur sécurité qui est, selon lui, «la

priorité absolue de la France».

L'un des principaux chefs du groupe Abu Sayyaf, Galib Andang, alias «commandant Robot», a contacté un négociateur du gouvernement philippin par téléphone samedi indiquant être prêt à reprendre les pourparlers sur les otages. En échange, il a demandé un arrêt de l'opération militaire.

«La question de la négociation est politique et cela relève des plus hautes autorités», a déclaré quant à lui le général Angela Reyes au cours d'une conférence de presse à Zamboanga.

La crise des otages avait commencé le 23 avril par le raid de militants du groupe Abu Sayyaf sur l'île malaisienne de Sipadan au cours duquel ils se sont emparés de 21 otages de sept nationalités, dont dix touristes. Ces derniers ont tous été libérés à l'exception d'un Philippin.

Depuis le début de la crise, les rebelles avaient ensuite accru le nombre de leurs prisonniers.

COLLOQUES ET CONFÉRENCES

L'ÉGYPTOMANIE, UNE HISTOIRE DE GOÛT

Salle Brébeuf
18 septembre
Madeleine Préclaire: 343-9884

À l'égyptophilie, c'est-à-dire le goût pour les antiquités égyptiennes et l'attention qu'on porte aux progrès de l'étude archéologique, correspond une mode littéraire et artistique qui culmine en Occident au XVIII^e siècle: l'égyptomanie. Pour en parler, la conservatrice du Musée des beaux-arts de Montréal, Nathalie Bondil-Poupart.

NOUS SOMMES TOUS MONTRÉALAIS

Hôtel Wyndham
19 septembre
CCMM: 871-4000

À l'occasion d'un déjeuner-causerie, le maire de Montréal, Pierre Bourque, dévoilera les détails de sa contre-proposition au gouvernement du Québec. Il décrira le mode de gestion de la nouvelle Ville de Montréal et présentera son modèle d'organisation territoriale.

COMMENT GÉNÉRER DU SENS ET DES SOUS PAR LE TRAVAIL?

Hôtel Marriott Château Champlain
20 septembre
Institut international de recherche: 1 800 447-9705

Si nos organisations gagnent encore des sous, elles sont de plus en plus dépourvues de sens. Ce déficit est lié à de nombreux facteurs. Dans une midi-conférence, Thierry C. Pauchant traitera des raisons qui motivent cette quête de sens dans les organisations. Il illustrera ses propos en décrivant

quelques nouveaux outils pratiques de management qui permettront de générer des profits.

LA COLÈRE

Centre Saint-Pierre
20 septembre
CSP: 524-3561, poste 401

La colère est une émotion controversée, souvent associée à la violence. Pourtant force de vie, elle exprime que l'on tient à quelque chose, à quelqu'un. Michel Brien, de la Société québécoise d'analyse bioénergétique, se fait fort de démontrer les bienfaits d'une colère non destructrice et de dégager les conditions d'une saine gestion de cette colère.

MUSIQUE ANCIENNE ET BAROQUE

Auditorium Saint-Albert-le-Grand
20 septembre
ACTXR: 332-4126

Anne Lapierre nous invite à découvrir les instruments et les sites historiques de la période baroque. Sons nasillards, timbres colorés et chaleureux, musées et lieux artistiques protégés sont au programme.

RÉUSSIR DANS LE MONDE DES GÉANTS

Hôtel Hilton Montréal Bonaventure
21 septembre
Perform: 861-7000

Pour savoir profiter des créneaux laissés vacants par les géants et pour mieux réinventer votre entreprise, la série «Enjeux de l'an 2000» présente le conférencier principal Louis Chênevert et de nombreux participants, dont Ronald Brisebois, Daniel Lamarre et

Michael M. MacMillan, pour traiter d'une question... dont ils sont les acteurs.

MONDIALISATION ET ÉTAT DE DROIT

UQAM
21 et 22 septembre
Caroline Meilleur: 987-3000, poste 3892,
ou www.juris.uqam.ca/maitrise

Colloque conjoint UQAM-Clermont-Ferrand réunissant de nombreux orateurs, juristes et professeurs, dont Jacques Lévesque, Jacques Desmarais, Jacques-Yvan Morin, Jean-Pierre Messias et Dominique Turpin, qui traiteront de mondialisation, de bien commun, de culture juridique chinoise, de démocratie en Afrique, d'investissements directs étrangers et de beaucoup plus encore. Un beau programme.

L'UNIFICATION ALLEMANDE, 1990-2000:

ATTENTES, CRAINTES, ÉVALUATIONS RÉTROSPECTIVES

Université de Montréal
22 septembre
David Ouellette: (514) 343-6763
ou www.cceae.umontreal.ca

Afin de souligner le dixième anniversaire de l'unification de l'Allemagne, le Centre canadien d'études allemandes et européennes et le Consulat général d'Allemagne à Montréal présentent une table ronde qui réunira diplomates et experts allemands, polonais, tchèques, hongrois et israéliens qui ont été impliqués dans les négociations internationales menant à l'unification allemande en 1990, ainsi que des universitaires avec des expertises théoriques et empiriques sur la région de l'Europe centrale. Une ré-

ception offerte par le Consulat général d'Allemagne suivra. Entrée libre.

MATIÈRES DANGEREUSES: COMMENT ÉVITER DES SITUATIONS... EXPLOSIVES!

Holiday Inn Montréal
22 septembre
Monique Robitaille: 842-8401, poste 269,
ou www.centrepatronalsst.qc.ca

Le Centre patronal de santé et sécurité du travail du Québec vous invite à un petit déjeuner «SST Bonjour!». Cette activité vous donnera l'occasion de mieux connaître et de mieux contrôler les dangers associés aux matières dangereuses. Mireille Whissell y donnera des trucs simples, à la portée de tous, pour assurer que l'entreposage, la manipulation, le transport et le transfert des matières dangereuses se font de façon sécuritaire.

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE DES AMÉRIQUES: UNE AUTRE VISION

UQAM
23 septembre
André Le Corre: (450) 655-1412

L'Association des amis du Monde diplomatique, en coopération avec le Groupe de recherche sur l'intégration continentale, organise un débat sur le projet de ZLEA. Dorval Brunelle fera le point sur la question et parlera de la solution alternative proposée: l'Alliance sociale continentale. Entrée libre.

Isabelle Quentin
iquentin@sim.qc.ca

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MASTERCARD VISA

101

PROPRIÉTÉS À VENDRE

AHUNTSIC, cott. semi-détaché, St-André-Apôtre, adj. parc Nicolas-Viel, 4 ch. s.-sol fin. gar. cour. 239 000 \$ (514) 745-4921

PLATEAU

Duplex à vendre, à une minute du métro Mt-Royal, 1 x 3 1/2, 1 x 4 1/2, très bon état, belle cour, côté soleil, arbres, jardin et stationnement. 165 000 \$ 842-6535

103

CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

A QUÉBEC - JARDINS MÉRICI plein fleuve - Nord/Sud À vendre ou à louer 1,360 p.c.2 s. de b., garage chauffé évaluation 160 000 \$ location 1 275 \$ (418) 687-3368

103

CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

CONDOLIFT. Logement, adj. pont Jacques-Cartier, spacieux, très lumineux, bâtiment industriel. (514) 671-4171

ILE-D.-SOEURS-Club Marin, condo, proprio, 6^e, 1ch-solarium, gar., centre sport. 132 000 \$. 766-1974

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC - 5^e ét., h. duplex, face parc, métro, rénové, bois franc. 700 \$ (non chauffé). 514-626-0133

NOUVEAU CARTIERVILLE-DDO 3 ch., 2 s/b, foyer, garages, jardin clôture. (514) 336-1701. Aussi 3^e et 4^e ét.

OUTREMONT, prox. UdeM et métro Ed.-Montplaisir, 3 1/2 pl. bois. Poss. semi-meublé. 645 \$ chauffé. 739-8680

I • N • D • E • X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES

400 • 499 OFFRES D'EMPLOI

500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES

600 • 699 VÉHICULES

165

PROPRIÉTÉS À LOUER

STE-ANNE-DES-LACS-14 SEP. AU 23 SEP. Maison lumineuse petit lac, plage, site extra, 60 km de Mt Sylvie (450) 224-4783, Brigitte (450) 224-4634

170

HORS FRONTIÈRES À LOUER

PARIS- XI^e et XIV^e studio à 3 1/2 pour 1 à 4 pers. À partir de 475 \$ et + (sem. tout compris. Disponible mi-oct. (514) 352-1059.

PROVENCE - COTE D'AZUR. Vue mer, condo 2 c.c., équipé (514)276-9066, (514)735-0220 soir

176

CHALET À LOUER

COULEURS D'AUTOMNE dans CHARLEVOIX pour famille ou groupes. Semi-ent. (514) 288-8894

MÉTIS-SUR-MER, plage privée, canot. Grand chalet: 4 c.c., 2 s. de b., foyer. Petit chalet: 1 c.c., 2 s/b superposés, solarium. Tarifs spéciaux sept/oct. (418) 936-3993

192

ON DEMANDE À LOUER

1. j. professionnelle et 1 étudiant cherchent 5 ch ou 6 ch., piscine/Trigo Plateau, Villieray ou environs. 10 min. métro. Rébecca: (514) 524-9141.

J.F. SÉRIEUSE cherche 3 ou 4^e ét. Plateau, C-Ville, Rosemont. Véronique: 255-4467

303

ANTIQUITÉS

ACHAT ANTIQUITÉS Bronzes, etc., S. Gélinaud 450-796-2886 1-800-835-8686

307

LIVRES ET DISQUES

ACHETONS LIVRES & DISQUES 598-8580, 707 Mt-Royal est (514) 919-3860

ACHETONS LIVRES SERVICE À DOMICILE 387-8544

LIBRAIRE D'EXPERIENCE achetée à domicile fonds universitaire, littéraire et beaux livres. 914-2142

318

MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

FAX "BROTHER" 5 dans 1, compatible avec PC dont imprimante au laser, copieur et scanner. Aucune offre raisonnable refusée. 824-4220

390

DIVERS

CAGE À VENDRE - 1 cage de chinchilla, 1 mois d'usage, valeur 150 \$ pour 100 \$. Danièle, 524-3796 ou 985-3346

COUETTE

Magnifique. Queen, 60 onces, 100% pur duvet d'ois blanche. 300 plus. Valeur: 600 \$ pour 299 \$. 824-4220

450

EMPLOIS DIVERS

TRADUCTEURS/TRICES vers le français. Français impeccable. Tout diplôme universitaire accepté. Expérience. Milieu informatisé. 43.000 \$/an. Traductions à faire exclusivement dans nos bureaux de TORONTO. (416) 975-5252 poste 305.

530

COURS

ANGLAIS et TOEFL, Ph. D. Privé, 8h/20h de 9h30-18h30. 846-8001

546

CARTOMANCIE, ASTROLOGIE

ASTROLOGIE - CONSEIL Uranie (514) 739-4670

575

DÉMÉNAGEMENTS

G. JODOIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres. Spécialité: appareils électriques. Assurance complète. 253-4374

599

MESSAGES

CLIC POUR TOI www.parti-innovateur.qc.ca

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

DÉCÈS



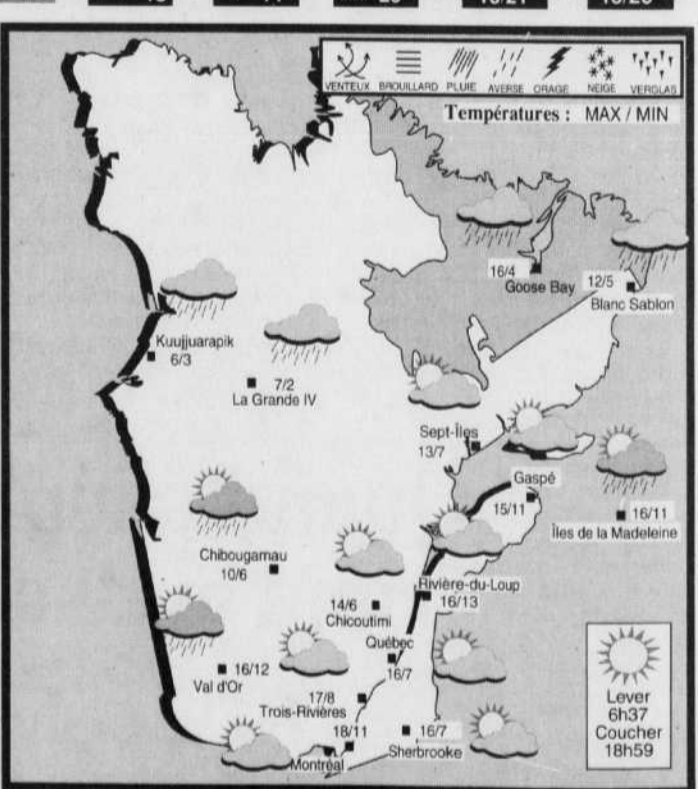
COTÉ (LEVAQ), MARIE-ALICE

Le 14 septembre 2000, à l'Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal, est décédée à l'âge de 76 ans Marie-Alice Levaq, épouse de Yves-Aubert Côté. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses enfants Hélène (Jacques Martin), Marie-Françoise (Marcel Ferron), Isabelle (Jacques Briand) et Jean-Yves (Mireille Chartrand) ainsi que 8 petits-enfants qu'elle chérissait: Alexandre, François et Catherine Martin, Sophie et Gisele Briand, Marianne, Julien et Estelle Côté. Elle laisse également dans le deuil ses frères et sœurs Roger, André, Pauline, Huguette et Jacques, jésuite, ainsi que leurs conjoints de même que plusieurs neveux et nièces, parents et amis.

Les funérailles auront lieu le lundi 18 septembre 2000 à 14h en l'église Saint-Gaétan, 11450 boul. de l'Acadie, Montréal. Selon les volontés de la défunte, la famille recevra les marques de sympathie à l'église à compter de 13h. Respectant ses souhaits, l'inhumation aura lieu en privé dans le lot familial au cimetière de Pierrefille ultérieurement, après l'incinération. Parents et amis sont invités à se joindre à la famille pour une rencontre en sa mémoire après les funérailles et en soirée; pour informations, rejoindre la Direction funéraire au numéro de téléphone suivant: (514) 735-2025. Des dons à la Fondation des maladies du cœur ou des offrandes de messe seraient appréciés. Direction Urgel Bourgie

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

MONTREAL	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Judi
	max 18	min 11	max 25	13/21	13/20



QUÉBEC	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Judi
	max 16	min 7	max 21	12/19	11/18

OTTAWA	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Judi
	max 21	min 14	max 25	13/22	13/21

Météo-Conseil 1 900 565-4455
Frais applicables
La météo à la source
Environnement Canada

Propriétaires!

Logement à louer? Propriété à vendre?

975\$*

*3 lignes, 3^{es} par ligne supplémentaire. Samedi seulement: 20% de plus.

Heure de tombée: 14h30 tous les jours

985-3322

Communiquer avec un conseiller publicitaire dès maintenant

Différents forfaits disponibles.

LE DEVOIR VISA MASTERCARD AMERICAN EXPRESS

LE DEVOIR

LE MONDE

À l'issue d'une semaine de blocus et de chaos en Grande-Bretagne

Blair a perdu sa touche magique
Le Labour est en chute libre

Tony Blair qui a refusé de céder aux demandes des transporteurs qui réclamaient une baisse de la taxe sur les carburants est en chute libre dans les sondages. Les taxes représentent environ les trois quarts du prix à la pompe. Le mouvement de colère des transporteurs britanniques, qui ont bloqué raffineries et dépôts d'hydrocarbures pour protester contre le prix des carburants, a conduit la semaine dernière à une pénurie d'essences dans la quasi-totalité du Royaume uni.

CHRISTOPHE BOLTANSKI
LIBÉRATION

Londres — Tony Blair en panne? À l'issue d'une semaine de blocus et de chaos, la note est très lourde pour le premier ministre. Selon le *Sunday Times*, les trois quarts des Britanniques (73 %) l'ont trouvé «arrogant» envers les insoumis du gazole et estiment qu'il a perdu le contact avec l'opinion. Plus inquiétant encore: un second sondage indique que les conservateurs devancent les travaillistes pour la première fois depuis huit ans. D'après l'enquête effectuée par l'institut Mori pour le *News of the World*, le Labour ne recueille que 36 % des intentions de vote contre 38 % à son rival. Le *Sunday Times*, quant à lui, donne les deux partis au coude à coude avec 37 % chacun. Le retournement est spectaculaire. Il y a tout juste un mois, les

travaillistes disposaient encore d'une avance de 20 points sur les Tories et semblaient assurés de la victoire lors des élections générales attendues en mai.

Le leader de la Troisième voie pâtit tout autant de la flambée du pétrole que son alter ego français. Pourtant les deux hommes ont adopté des méthodes opposées. À la différence de son «ami» Jospin, Blair n'a pas baissé les taxes sur les carburants, ni fait la moindre concession aux routiers et aux fermiers. Les travaillistes ne se sont pas privés de critiquer le mauvais exemple de Paris. Cela n'empêche pas le verdict d'être aussi sévère de part et d'autre de la Manche. Selon le *News of the World*, 79 % des personnes interrogées condamnent la façon dont Tony Blair a géré la crise. «Il n'a pas été à l'écoute. L'opinion publique est comme un gorille de 400 kg. Lorsque vous lui adressez la parole

faites le poliment», souligne Bob Worcester, directeur de l'institut Mori.

Obsédé par les grèves de l'hiver 79 qui avaient provoqué la chute du cabinet travailliste de James Callaghan, Tony Blair a préféré suivre l'exemple de Margaret Thatcher face aux mineurs en 1984-85 sans se préoccuper de savoir si le pays était derrière lui. Il n'a pas perçu combien le mouvement était populaire. Il a fallu que sa voiture soit prise à partie par les manifestants, trois jours après le début des blocus, pour qu'il en prenne la mesure. Résultat: les Britanniques qui paient l'essence la plus chère d'Europe lui reprochent son manque de sensibilité et son mépris.

Le magicien a-t-il perdu la main? À mesure qu'il se rapproche des urnes, Blair accumule les revers. Il y a eu, en mai, l'élection à la tête de la mairie de Londres du dissident travailliste Ken Livingstone. En juillet, une série de fuites, en provenance de Downing Street, ont montré un premier ministre obnubilé par son image. Le seul mérite de la crise du gazole a été de détourner l'attention du désastre financier du Dôme, l'autre cauchemar de Tony Blair. L'investisseur japonais Nomura qui s'était engagé à reprendre l'immense parc d'attraction a fait marche arrière devant l'ampleur du sinistre.

Présidentielles américaines

Gore maintient son avance,
Bush durcit le ton

Washington (AFP) — Deux semaines avant le premier débat présidentiel télévisé, le démocrate Al Gore semble maintenir son avance dans les sondages, et son adversaire républicain George W. Bush a durci le ton, au risque de paraître de plus en plus sur la défensive.

Depuis une semaine, tous les instituts de sondage, à une exception près, donnent le vice-président gagnant dans la course à la Maison-Blanche, contre le gouverneur du Texas, du jamais vu en un an. Son avance varie de 14 points (*Newsweek*) à trois points (*NBC/Wall Street Journal*), seul le site Internet voter.com plaçant M. Bush à deux points devant M. Gore (41-39).

La tendance n'a cessé de se confirmer depuis la convention démocrate de Los Angeles mi-août, où M. Gore s'était affirmé comme son «propre maître», se démarquant enfin de son encombrant mentor, le président Bill Clinton.

Et il a sans nul doute bénéficié des bévues de M. Bush ces der-

nières semaines, tour à tour montré du doigt pour avoir insulté de manière fort peu élégante un journaliste du *New York Times*, pour renâcler devant les trois débats présidentiels proposés par la commission chargée de leur organisation, ou encore pour sa propension à bafouiller.

Les républicains se sont vus en outre accusés de financer des publicités télévisées subliminales où les démocrates étaient traités de «rats». Hier, lors des émissions politiques hebdomadaires, les commentateurs soulignaient les difficultés actuelles de M. Bush.

L'un d'eux a comparé sa campagne à une route en travaux, quand elle semblait encore récemment être une autoroute vers la victoire. «Encore des bonnes nouvelles pour Gore, encore des mauvaises pour Bush», affirmait un autre commentateur. Faisant la tournée des plateaux de télévision, la femme du candidat républicain à la vice-présidence, Lynne Cheney, a minimisé l'importance des sondages, qui

montrent aussi une poussée de M. Gore dans quatre États clés du Midwest (Michigan, Illinois, Ohio, Pennsylvanie).

Et elle a vivement critiqué l'«hypocrisie» de M. Gore, affirmant qu'il trompait les parents américains, notamment lorsqu'il dénonce les pratiques commerciales d'Hollywood envers les enfants, tout en acceptant le financement que le monde du spectacle offre volontiers aux démocrates.

«Le message d'Al Gore varie selon le moment, selon qu'il veut l'argent de l'industrie du spectacle ou le vote des mères et des pères du pays», a-t-elle ironisé.

Samedi, M. Bush a également durci le ton, qualifiant d'«usées» les idées de M. Gore, dans un discours enregistré au Texas, pour une rencontre républicaine en Californie.

«Les idées de mes opposants sont façonnées par un quart de siècle passé à Washington. Elles étaient déjà usées quand il [Al Gore] a commencé sa carrière», a déclaré M. Bush. Et dans ce que certains commenta-

teurs politiques ont vu comme un changement de stratégie, M. Bush a entamé une critique systématique des positions de M. Gore en matière de réductions d'impôt, retraite ou éducation, cherchant à le présenter comme l'homme d'un gouvernement interférant démesurément avec la vie de ses citoyens, une idée traditionnellement populaire aux États-Unis.

Si l'avantage semble être aujourd'hui dans le camp Gore, même son responsable de campagne William Daley soulignait hier que la course sera «difficile».

Les débats présidentiels télévisés — retransmis sur toutes les grandes chaînes nationales — sont encore à venir, le premier le 3 octobre, les deux autres les 11 et 17 octobre. Mais là encore M. Bush part avec un handicap: Al Gore est connu pour être un redoutable débattre, quand le gouverneur du Texas a déjà dans le passé trébuché sur des questions inattendues.



AHMED JADALLAH REUTERS

Au moins cinq Palestiniens et un soldat israélien ont été blessés hier lors d'affrontements près de la colonie juive de Netzarim, dans la bande de Gaza. Selon des témoins, les cinq Palestiniens, touchés par des tirs de balles en caoutchouc, ont été hospitalisés. Le soldat israélien a été blessé au visage par un jet de pierre. Les incidents ont éclaté samedi, qui marquait le 18^e anniversaire du massacre de réfugiés palestiniens des camps de Sabra et Chatila, au Liban.

Reprise des contacts
israélo-palestiniens

Gaza (AFP) — Israéliens et Palestiniens ont repris hier soir leurs contacts pour chercher à sortir de l'impasse leurs négociations de paix, a-t-on appris de sources officielles palestinienne et israélienne.

Deux hauts responsables palestiniens, Saeb Erakat et Mohammad Dahlane, ont rencontré à Jérusalem un responsable israélien, l'avocat Gilad Sher, chargé par le premier ministre Ehoud Barak de suivre les négociations.

Ces entretiens «portent surtout sur la question de Jérusalem», a indiqué un responsable palestinien. Un porte-parole du premier ministre israélien, David Baker, a confirmé pour sa part la rencontre tout en relativisant sa portée.

«Cet entretien s'inscrit dans le cadre des rencontres régulières entre les deux parties», a-t-il déclaré à l'AFP, tout en soulignant n'avoir «pu constater aucun assouplissement de la position des Palestiniens».

M. Erakat, ministre palestinien des Collectivités locales, est chargé des négociations sur l'application des accords d'autonomie. Le colonel Dahlane est à la tête des services de «sécurité préventive» dans la bande de Gaza.

Un émissaire américain se rendra au Proche-Orient la semaine prochaine pour tenter de faire avancer les négociations israélo-palestiniennes, a affirmé pour sa part hier le ministre égyptien des Affaires étrangères Amr Moussa.

M. Moussa, de retour de New York, a déclaré que les négociations israélo-palestiniennes «marquaient le pas mais [qu'] il y avait entente sur la poursuite jusqu'à début octobre des activités relatives aux négociations». Les diver-

gences entre Israéliens et Palestiniens portent notamment sur la question extrêmement sensible des lieux saints juifs et musulmans dans la Vieille ville de Jérusalem, occupée et annexée par Israël en juin 1967.

Le ministre israélien des Affaires étrangères par intérim Shlomo Ben Ami a exclu hier depuis New York toute concession sur l'Esplanade des mosquées de Jérusalem, le Mont du Temple pour les juifs, qui abrite le troisième lieu saint de l'islam.

«Nous sommes venus sur le site du Temple pour ne plus nous en séparer, ni renoncer à notre souveraineté sur place, a-t-il déclaré. Les Palestiniens ont réagi en qualifiant ces propos de «provocations».

Au mépris des résolutions de l'ONU, Israël considère l'ensemble de la ville comme sa capitale «indivisible», mais M. Barak a proposé aux Palestiniens d'exercer leur souveraineté sur des quartiers arabes périphériques et «une autonomie fonctionnelle» sur l'Esplanade des mosquées.

Par ailleurs, le principal négociateur palestinien, Ahmed Qureia, a fait marche arrière hier concernant la possibilité de céder une partie de la Cisjordanie à Israël, un point épineux évoqué pour la première fois lors du sommet de Camp David, sous l'égide des États-Unis. M. Qureia, président du Conseil législatif palestinien, a rejeté la demande israélienne que la plupart des colons juifs soient autorisés à demeurer en Cisjordanie, sous souveraineté israélienne, concentrés dans de vastes blocs de peuplement.

«Ces blocs signifieraient que l'occupation israélienne sur ce territoire se poursuit», a-t-il expliqué à la radio palestinienne.

EN BREF

Fini, l'ETA?

Madrid (AP) — Des «dégâts presque irréparables» ont été infligés à la structure logistique de l'ETA, a estimé hier le ministre espagnol de l'Intérieur Jaime Mayor Oreja, en soulignant cependant que l'organisation séparatiste basque «a toujours la capacité de tuer». Onze personnes, dont plusieurs dirigeants de l'ETA, ont été interpellés samedi soir au Pays basque français lors d'une opération de police de grande ampleur. Six Espagnols figurent parmi les personnes arrêtées et placées en garde à vue à Bayonne. La police a par ailleurs découvert hier matin plusieurs caches d'explosifs dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques appartenant vraisemblablement à l'ETA. Les suspects, selon M. Oreja, apportaient «expertise [technique] qui permet de mettre des bombes dans les véhicules». Selon lui, le coup de filet effectué samedi soir «est le plus important» depuis 1996.

Sus à Damas!

Beyrouth (Reuters) — Des milliers de partisans des milices chrétiennes interdites des Forces libanaises ont manifesté hier près de Beyrouth contre la présence militaire syrienne. La manifestation était la plus importante du genre depuis que les Forces libanaises, principales milices chrétiennes durant la guerre civile au Liban, ont été interdites en 1994. Des milliers de manifestants s'étaient réunis dans le village de Maifouk, au nord-est de Beyrouth, pour une messe à la mémoire des miliciens chrétiens tués durant le conflit (1975-1990). Les participants ont réclamé le retrait des troupes syriennes du territoire et la libération du chef des Forces libanaises, Samir Geagea, qui purge une peine de prison à vie. L'armée a installé

des postes de contrôle dans le secteur mais aucun incident majeur n'a été signalé, ont ajouté les témoins. La Syrie est la puissance de tutelle du Liban, où elle compte 35 000 soldats.

Morts au sommet

Bogota (Reuters) — Dix-neuf militaires gouvernementaux et sept rebelles marxistes ont péri lors d'acrochages dans les montagnes de la province d'Antioche, ont annoncé hier des autorités colombiennes. Selon le général Nestor Ramirez, les combats ont éclaté jeudi dans cette région pour le contrôle de l'une des plus importantes voies d'acheminement d'armes et de drogue de contrebande du pays. D'après le général, quelque 400 guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) ont tenté, en vain, de s'emparer de la route principale reliant Medellín, dans le nord-ouest du pays, à la région d'Uraba, riche en plantations de bananes.

Procès rwandais

Nairobi (Reuters) — Le procès de trois journalistes rwandais accusés d'avoir incité la population au génocide d'au moins un demi-million de personnes en 1994 s'ouvre aujourd'hui devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Jean-Bosco Barayagwiza était directeur des affaires publiques du ministère rwandais des Affaires étrangères en 1994. Hassan Ngeze était rédacteur en chef de *Kangure*, un quotidien extrémiste hutu. Ferdinand Nahimana était le directeur de la «radio de la haine», la Radio Télévision libre des Mille collines (RTLM). Les trois hommes sont poursuivis pour conspiration et incitation à commettre un génocide et des crimes contre l'humanité.

Dans le sud-est de la Guinée

Un employé du HCR tué

Conakry (AFP) — Un employé togolais du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a été tué dans l'attaque lancée tôt hier matin par des inconnus contre la ville de Macenta (sud-est de la Guinée), près de la frontière libérienne, a indiqué le HCR.

La victime, Mensah Kpognon, âgé d'une quarantaine d'années, était depuis deux ans le chef de la mission de Macenta du HCR. Il a été tué par balles peu après 8h (locaux et GMT), et sa maison a été brûlée, a précisé Chrysantus Aché, chef de la délégation du HCR à Conakry.

Une autre employée, de nationalité ivoirienne, de passage à Macenta où elle avait passé la nuit, est portée disparue. Selon le gardien de la maison de M. Kpognon, les «assaillants» l'ont emmenée, a précisé M. Aché. Selon le HCR à Genève, il s'agit de Sapeu Laurence Djeya. Elle est secrétaire du bureau du HCR à Danané, en Côte-d'Ivoire, a encore indiqué M. Aché. «Nous ne voulons pas croire que le HCR était visé en tant que tel», a déclaré le délégué à des journalistes, précisant

néanmoins que le HCR était «en train de revoir les mesures de sécurité». «Nous allons essayer de faire partir les familles des employés, nous allons travailler avec un personnel international et local limité», a-t-il précisé. Le HCR emploie environ 180 personnes en Guinée, où sont réfugiés près de 500 000 Sierra-Léonais et Libériens. Environ 60 000 réfugiés libériens se trouvent dans la région de Macenta. «M. Kpognon leur avait rendu visite samedi, pour les rassurer», a précisé M. Aché.

Selon les autorités, l'attaque, attribuée à «des rebelles venus du Libéria», a été lancée vers 3h locales.

«Si le HCR avait été visé, ils auraient commencé par nous», a estimé M. Aché, supposant que les assaillants s'en étaient pris à M. Kpognon lors de leur retraite.

«Un humanitaire a de nouveau été sauvagement tué en essayant d'aider des réfugiés», a constaté à Genève Frederick Barton, haut commissaire adjoint, qui en a appelé aux gouvernements de la région et à la communauté internationale pour obtenir la libération de Mme Djeya.

Martial
BOUCHERAu cœur de la vie
5^e secondaireEnseignement moral et
religieux catholique.

Cahier 240 pages - 15,75 \$ Guide 398 pages 34,50 \$

LIDEC Inc.

(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

The Lester B. Pearson Canadian International Peacekeeping Training Centre
Le Centre canadien international Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR
LA COUVERTURE MÉDIATIQUE
DES CONFLITS EN AFRIQUE

Le vendredi 22 septembre 2000

L'Afrique est, de toutes les régions du monde, la plus marquée par les conflits et les guerres. C'est aussi celle où l'ONU a déployé le plus grand nombre d'opérations de maintien de la paix. Devant ces conflits et ces guerres, les Africains et les autres sont-ils bien informés? Les médias locaux et internationaux couvrent-ils adéquatement les guerres et les conflits africains? Les journalistes font-ils bien leur travail? Ont-ils tendance à couvrir un conflit en raison de son exotisme ou des intérêts particuliers des parties, ou même des puissances occidentales? Pourquoi certains conflits semblent complètement oubliés? Pour faire le point, le bureau de Montréal du Centre canadien international Lester B. Pearson pour la formation en maintien de la paix organise un séminaire international sur la couverture médiatique des conflits en Afrique. Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières, Azab Wokle-Giorgis, journaliste à Radio-Canada, Jean-Pierre N'Diaye, journaliste à Paris, Selima Ghezali, journaliste algérienne, Pierre Beaudet du réseau Alternatives et plusieurs autres en parleront.

Le colloque se déroulera de 8h30 à 17h00
à l'Hôtel Crowne Plaza, 505, rue Sherbrooke Est.
Pour de plus amples informations, communiquez avec le :

Centre Lester B. Pearson pour la paix
4750, rue Henri-Julien, 5^{ème} étage
Montréal (Québec)
Canada H2T 3E5

Téléphone: (514) 288-5959
Télocopieur: (514) 288-5604
Courrier électronique:
ebocozc@ppc.cdnpeacekeeping.ns.ca

É D I T O R I A L

Caricature
de sanctions

Sept mois seulement après avoir imposé à l'Autriche un cahier de sanctions pour crime de lèse-démocratie, l'Union européenne a sonné la retraite. Celle-ci à peine entendue, le parti d'extrême droite, le parti des gris, s'est empressé de faire de la sur-enchère, moquant du coup le rapport des trois sages.

Ironie de l'histoire, c'est au pays qui avait le plus milité pour la mise au ban de l'Autriche qu'est revenu le devoir d'annoncer la fin de la punition. On se souviendra en effet qu'à peine l'accession au pouvoir du parti de Jörg Haider officialisée, la France avait travaillé les coulisses des chancelleries européennes pour prescrire un ensemble de sanctions. On avait alors assisté à un clivage, grosso modo, entre nations du nord et pays du sud. Ces derniers s'étaient montrés plus favorables à l'imposition d'un châtement que ceux du nord où, c'est à souligner, l'extrême droite affiche désormais un profil plus imposant, plus inquiétant, que dans le sud. Par exemple, en Norvège le parti frère à celui de Haider est aux portes du pouvoir.

Ainsi donc, cette semaine la France, parce qu'elle préside à son tour l'UE, s'est vue dans l'obligation d'annoncer la fin des sanctions, comme le suggérait le rapport des trois personnalités auxquelles mandat avait été donné de faire le point sur le premier chapitre politiquement douloureux que l'Union ait rencontré, après des sujets essentiellement économiques.

Parmi les constats formulés par le trio de diplomates baptisé comité des «sages», comme il est de coutume en pareille circonstance, on a retenu celle-ci qui laisse pantois: «L'évolution de la nature politique du FPÖ, d'un parti politique de droite aux expressions extrémistes, vers un parti de gouvernement responsable n'est pas exclue.»

C'est clair et net, dans l'esprit des trois sages l'évolution possible vers la respectabilité démocratique du parti de Haider n'étant pas à exclure, on se devait de lever les sanctions. Évolution en effet il y a eu, mais dans le sens totalement contraire à celui évoqué. À peine la fin de la punition commandée, Haider et ses acolytes ont pris d'assaut la cour européenne pour chanter qu'ils avaient la raison de leur côté. Puis, ils ont entonné le refrain «le parti ne changera pas.» Et en effet, le parti ne changera pas.

Fort du succès obtenu, le parti qui louange certains hauts dignitaires nazis a juré que l'immigration serait le thème central des prochaines élections (municipales) afin d'arrêter net la venue d'étrangers dans une Autriche incidemment très blanche et fort chrétienne. Au pays natal de Hitler, le pourcentage d'immigrés est en-dessous des 10 %. Bref, il n'y a vraiment pas péril en la demeure du petit Blanc.

Toujours au lendemain de la levée des sanctions, le parti de Haider a réitéré son intention d'interdire aux «étrangers» l'accès aux logements sociaux, une augmentation des peines de prison, en plus de répéter qu'il allait demander la tenue d'un référendum circonscrit aux pays membres de l'Union afin d'en freiner l'élargissement aux pays de l'est. Surtout, Haider a clairement indiqué qu'il n'était pas question, contrairement à ce que proposaient les trois sages, de «démissionner» l'actuel ministre de la Justice. Bonze du FPÖ, ce dernier envisage l'introduction de dispositions pénales qui s'appliquent aux élus qui oseront... critiquer l'Autriche!

Nous sommes en présence d'un parti qui entend traduire dans les faits sa haine de «l'autre», d'un parti qui entend déborder les frontières de l'Autriche afin de convaincre les uns et les autres que la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et l'Ukraine ne devaient pas partager le rêve européen, d'un parti qui entend prendre en otage la parole des élus, autrement dit d'un parti qui se soucie de la démocratie comme d'une guigne... Nous sommes en présence d'un parti qui était tout cela, qui l'était clairement avant que le comité des sages ne soit mis sur pied, et voilà qu'on suggère la fin des sanctions sous prétexte, entre autres prétextes, qu'il ne fallait pas écarter sa transformation vers la respectabilité. Seigneur!

Lorsqu'on a imposé les sanctions, on s'attendait à ce qu'elles favorisent l'amorce d'un examen de conscience devant l'Histoire. Rien de cela n'a été réalisé. Au contraire, le chauvinisme national a pris de l'ampleur pour le plus grand plaisir de Haider et des partis frères du nord de l'Europe et même d'Allemagne.

Le fin de mot de cette histoire appartient à un caricaturiste. Sur son dessin on voit Haider, le rapport des trois sages dans une main, déclarant: «C'est officiel, on peut très bien être facho sans être nazi.» Effroyable mais — hélas! — vrai.

struffaut@ledevoir.ca



Serge Truffaut

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Où suis-je?

Voici un Québécois confus, mêlé, voire entièrement déboussolé. Si je ne me trompe pas, je viens d'assister à l'annulation d'un coup sec de plusieurs élections municipales prévues depuis quelque temps. Non pas l'annulation des élections qui ont déjà eu lieu — peut-être reliée à un soupçon d'irrégularités ou carrément de fraude. Non, mes chers concitoyens, l'annulation catégorique avant leur déroulement. Bref, une privation nette et claire du droit du citoyen de s'exprimer démocratiquement.

Je me réfère au décret de notre ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, Louise Harel, concernant les élections municipales de Charlesbourg, Beauport, Saint-Hubert et... Pauvres citoyens-moutons, habitants de villes censément «indépendantes» sur le plan politique! Ah! La belle indépendance.

Pendant 13 ans, entre 1964 et 1978, j'ai travaillé à temps plein dans deux pays du Tiers-Monde, des républiques de bananes, si vous voulez, et parfois sous des gouvernements douteux. Cependant, même dans ces pays dits «sous-développés», je n'ai jamais vu l'annulation anticipée d'un scrutin sauf en pleine révolution lorsque, par une intervention directe, les forces armées ont pris le pouvoir avec un écoulement de sang abondant. Ici au Québec, on est civilisé, car on a réussi un coup tiers-mondiste sans tirer une seule balle. Bravo, Mme Harel, un vrai tour de force!

Tomas Feininger
Québec, 8 septembre 2000

J'ai quinze ans

Lettre ouverte adressé à Gilles Baril ministre de la DPJ

J'ai 15 ans et je suis en secondaire III. Ma mère m'a fait lire dans *Le Devoir* les articles sur les enfants en Centre d'accueil écrits par des psychologues et aussi celui d'une dame qui faisait suite.

Est-ce que M. Lucien Bouchard sait tout ça?

J'en reviens pas et ça me fait très peur. Moi je pensais que ces enfants étaient mis là pour les guérir mais je vois que c'est le contraire et qu'ils en sortent encore pire. Une des élèves de ma classe est dans un Centre. Après ce que j'ai lu je pense souvent à elle et je me demande si elle est bien.

J'ai eu une grosse peine quand ma meilleure amie s'est fait assassiner par deux élèves de ma classe. Jamais je n'aurais pensé que ça pouvait arriver dans mon école. J'oublierai jamais.

J'ai entendu à la télé l'autre jour qu'on avait au Fédéral des milliards et des milliards de trop dans le budget. Pourquoi ne vous en donnent-ils pas un peu pour que vous trouviez d'autres personnes pour vous aider? Si vous aviez cet argent en plus vous pourriez envoyer des inspecteurs tous les jours dans les foyers d'accueil, pour faire un suivi dans les Centres où ça se passe si mal et remplacer les mauvais responsables par des bons, mais aussi dans les familles qui ont des difficultés et où l'éducation n'est pas correcte. Et aussi dans les écoles où il n'y a plus aucune règle. Pourquoi ne vous mettez-vous pas d'accord pour ça avec le ministre de l'Éducation? Il y aurait moins de délinquants.

Ça, c'est ma mère qui vous le demande: Pourquoi on parle toujours de mettre de l'argent dans la Santé et jamais dans les Services sociaux et la DPJ? C'est pas le même ministère?

François Desjardins
Laclute, septembre 2000

Ciruler en sécurité

Au Québec, sur certaines grandes routes achalandées, on peut remarquer d'immenses panneaux routiers avec feux clignotants pour indiquer la présence de feux de circulation attendus (par exemple sur la route 138 à l'est de Sainte-Anne-de-Beaupré, intersection de la 20 et de l'autoroute 13 à Dorval, etc.). Par mesure de sécurité, ces affiches indiquent «Préparez-vous à arrêter» afin d'aviser les automobilistes distraits de la présence de feux de circulation en amont.

Pour la sécurité de tous, je crois que de telles affiches devraient être traduites en anglais mais la loi 101 le défend et la loi 86 ne s'applique pas dans ce cas. Je crois que la loi 101 devrait permettre l'affichage bilingue quand il s'agit de sécurité seulement; car l'on sait qu'il y a beaucoup d'unilingues anglais sur nos routes en saison touristique.

Dernièrement, lors d'une belle fin de semaine de juin, un viaduc en construction s'est effondré sur l'autoroute des Laurentides à Laval. Il y avait urgence et du danger. Il fallait donc ériger rapidement des panneaux pour la sécurité des automobilistes et y faire dévier le trafic. Puisque à cette période, une grande partie des touristes sont unilingues, on voulait ériger des affiches bilingues. La voirie a donc été obligée de demander une permission spéciale car la loi le défend. On recommande les pictogrammes mais ils sont souvent incompris et ne peuvent pas être applicables dans toutes les circonstances.

Puisque j'ai toujours pris à cœur le domaine de la sécurité sur nos routes, j'ai l'intention de soumettre mon projet aux états généraux sur l'affichage de la langue française en octobre prochain afin de faire étudier mes prétentions et peut-être faire amender la loi 101 pour permettre une traduction anglaise sur certaines affiches là où il y a un danger important d'accident. Je vois mal le touriste américain à l'intérieur du tunnel Ville-Marie fermé et qui doit revenir à sens inverse.

En effet la loi existe pour la protection de la langue, mais ne faut-il pas penser à nos touristes qui ne comprennent pas le français?
Jean-Louis Gouin
Montréal, 12 septembre 2000

Drôle de jeu

Le jeu doit rester un jeu. Naturellement! Tout le monde est d'accord là-dessus!

Un jeu quand même bizarre... Si vous y dites: «Non merci!» vous pourriez vous en repentir...

Claude Boyer
Saint-Léonard, 2 septembre 2000

LIBRE OPINION

Le Kenya, toujours dans de mauvais draps

CATHY SENAY

Étudiante en maîtrise en relations internationales
Ecole Norman Paterson de l'université Carleton

Kenya — La distribution mensuelle des vivres de secours au Kenya pour le mois d'août a été complétée en donnant aux gens les plus touchés par la sécheresse seulement 70 % des provisions qui étaient de prime abord planifiées, «parce que c'est tout ce qu'on a [...] et que la distribution du mois de septembre ne s'annonce pas très bien», affirme David Fletcher, directeur adjoint pour le bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) au Kenya. Est-ce que le Kenya subit les conséquences de ses bavures précédentes en matière de corruption et de la mauvaise gestion de l'aide alimentaire reçue dans le passé? Si tel est le cas, ce «prix politique» lui coûtera cher.

Donnera, donnera pas

Au mois d'avril dernier, la presse internationale couvrait le thème de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique en évoquant principalement le cas de l'Éthiopie. La panique régnait à l'idée de revoir les mêmes images qui avaient touché le monde entier et incité les pays donateurs à réagir pour combattre la sécheresse et la famine 16 ans plus tôt. Quatre mois plus tard, c'est le Kenya qui fait en ce moment face à la pire sécheresse jamais connue en 37 ans d'indépendance, provoquant des mouvements de population importants, ce qui ne semble pas émouvoir la plupart des pays donateurs. D'autant plus que, mondialement, selon le PAM, 100 millions de personnes dans plus de 20 pays sont présentement affectées par la sécheresse.

Un appel d'aide d'urgence du président kényan, Daniel Arap Moi, a été lancé le 7 juin dernier. Le montant de l'aide s'élevait alors à 88 millions \$ US. Seulement le tiers de cette somme a été versé par les donateurs, dont près de 35 % provient des États-Unis. On relève qu'à l'heure actuelle 3,48 millions de Kényans, sur une population de 28,6 millions, dépendent de la distribution des vivres de secours. Les derniers chiffres de l'UNICEF estiment à 25 % la proportion des enfants de cinq ans et moins souffrant de malnutrition dans les régions les plus affectées par la sécheresse. Voir les troupeaux d'éleveurs massais en plein cœur de Nairobi, la capitale, n'étonne plus personne. «On tente de faire comprendre aux donateurs maintenant que la situation est réellement très grave, et qu'il faut davantage de vivres, mais pour cela il faut des dons de la part des donateurs», explique Fletcher.

Le Kenya est considéré comme étant le pays le plus durement touché dans la Corne de l'Afrique. En effet, on constate que la saison des pluies a fait faux bond pour la quatrième fois consécutive pour certains districts et à cela s'ajoutent les effets des trois sécheresses de cette dernière décennie.

Aperçu des forces mises en place

Même si l'intervention des bailleurs de fonds s'est avérée rapide lors de la pénurie provisoire de nourriture au Kenya dans les dernières années, il semble que cette fois-ci le bilan de ces opérations antérieures révélant une mauvaise distribution ou la non-distribution des vivres aux bénéficiaires pèse lourd sur les autorités kényanes. Cependant, des efforts ont été faits dans ce sens, d'où l'élabora-

tion d'un nouveau plan de distribution d'aide alimentaire entre le PAM et le gouvernement kényan au début de cette année, visant à réduire le contrôle de ce dernier et à améliorer la coordination des acteurs impliqués.

Oxfam-Québec est l'organisation non gouvernementale internationale responsable du plan d'urgence dans le district de Mandera, un des secteurs les plus affectés par la sécheresse dans le nord du pays. Formé tout d'abord par le PAM, Oxfam-Québec a également participé à la formation d'autres agences responsables des 18 autres districts couverts par le plan d'urgence des Nations unies. Sur place, des comités, élus par les communautés des 105 localités de Mandera, sont responsables de gérer les distributions alimentaires et de respecter les listes des bénéficiaires établies en accord avec les communautés. «On ne parle plus seulement d'aide humanitaire au sens strict, les bénéficiaires ne sont plus perçus comme des victimes. Cette nouvelle structure nécessite la participation des communautés et la contribution des femmes à chaque étape de la distribution des vivres», commente Abdishakur Othowai, superviseur des opérations d'Oxfam-Québec à Mandera.

Un vent de changement fragile

«La sécheresse est intéressante parce qu'elle révèle l'incapacité de ce pays à se gérer», affirme François Grignon, politologue et codirecteur du livre *Le Kenya contemporain*. Faute d'une meilleure gestion et planification, la population kényane a dû s'adapter dès la fin du mois de mai dernier à un rationnement important d'eau et d'électricité: «C'est à la fois surpré-

nant et triste. Je n'ai jamais vu le pays dans un état pareil», raconte Jacquie Wanjiku, mère de famille kényane. La statique relative aux organes gouvernementaux et constitutionnels de même que la corruption ralentissant la reprise économique nous transportent bien loin des paysages photographiques de safari ou encore des images de rêve des films *Out of Africa* et *I Dreamed of Africa*. Le Kenya connaît une tout autre réalité avec plus de 53 % de sa population vivant sous le seuil de la pauvreté et plus de 500 personnes mourant chaque jour du sida.

Selon Grignon, «le Kenya est en phase de réhabilitation». On le constate à travers le retour des négociations et l'entente signée le mois dernier avec le Fonds monétaire international (FMI) accordant au Kenya 198 millions \$ US. Pendant trois ans, le Kenya fut privé d'aide du fait de la corruption et de sa politique interne. La décision du FMI, en partie justifiée par les réformes économiques entreprises pour contrer la pauvreté et les efforts voués à une meilleure gouvernance depuis un an et demi, n'a pas fait l'unanimité. Si la reprise d'aide tend à rétablir un certain niveau de confiance perdue au fil des années, dans le cas du Kenya il faudra du temps et un sens aigu du devoir à la vue des conditions sévères requises par le FMI quant au prêt accordé. Vu la gravité de la sécheresse, le plan d'urgence au Kenya sera prolongé jusqu'aux premiers mois de l'année prochaine. Pris de fatigue ou pas, si les pays donateurs ne réagissent pas davantage, le travail mis en œuvre pour maintenir la situation jusqu'à maintenant sera anéanti, et c'est à ce moment-là que les effets de la sécheresse pourront devenir catastrophiques.

IDÉES

Au royaume du maringouin

Nous publions dans cette page trois chroniques de Jean-V. Dufresne parues dans Le Devoir

15 novembre 1988

Ils sont fous, ces Montréalais. Un insectarium, pensez-vous, un musée, littéralement, pour les maringouins, les mouches noires, les tsé-tsé, les mouches à m... et j'en passe. Il faut qu'il soit masochiste, ce bon peuple, pour élever un temple à ce qui le pique, le gratouille, le mord, le vrille, le suce, le gratte, le suppure, l'infecte, lui gâche ses pique-niques, ses parties de pêche, ses week-ends de

chasse, ses envies de faire l'amour dans la luzerne. Ils sont tellement fous que je suis certain que la campagne de souscription publique pour couvrir au moins le quart du coût des travaux (2 millions au total) va défoncer son objectif. Ils ont tellement été piqués dans leur vie, les pauvres Montréalais, qu'ils s'imaginent qu'avec un insectarium, on va pouvoir tenir toutes ces bibittes à l'œil, qu'elles ne pourront plus jamais sortir sans permission, ou sans chaperon. Vous comprenez pourquoi; c'est que les «gratteux» de Loto-Québec occupent tellement tous leurs loisirs, à nos chers concitoyens, qu'ils sont épuisés lorsque le temps vient de se gratter ailleurs.

Finie l'excuse d'écraser une petite bête sur une belle cuisse dure comme entrée de jeu dans les pâquerettes. J'en pleure.

Et on peut déjà avoir un aperçu de ce que sera cette splendide initiative en visitant au Jardin botanique, jusqu'au 8 janvier, une exposition intitulée *Nos amis les insectes*. Nos amis? Comme on dit en anglais, *if you can't beat them, join them*.

Alors, pour vous montrer que je m'y connais en petites bêtes, je peux mentionner le *plusiotis resplendens*, dont vous aurez certainement deviné qu'il s'agit d'un scarabée d'or, l'un des plus beaux insectes de l'univers. Je peux aussi vous parler du *danaus plexippus*, qui est le papillon monarque, emblème de l'Insectarium. Il y a aussi, vous le connaissez sûrement, le *chrysophora chrysochloa*, un papillon dont les Amazoniens confectionnaient des colliers avec leurs ailes. Vous pourrez en admirer un qui compte 430 ailes à lui seul.

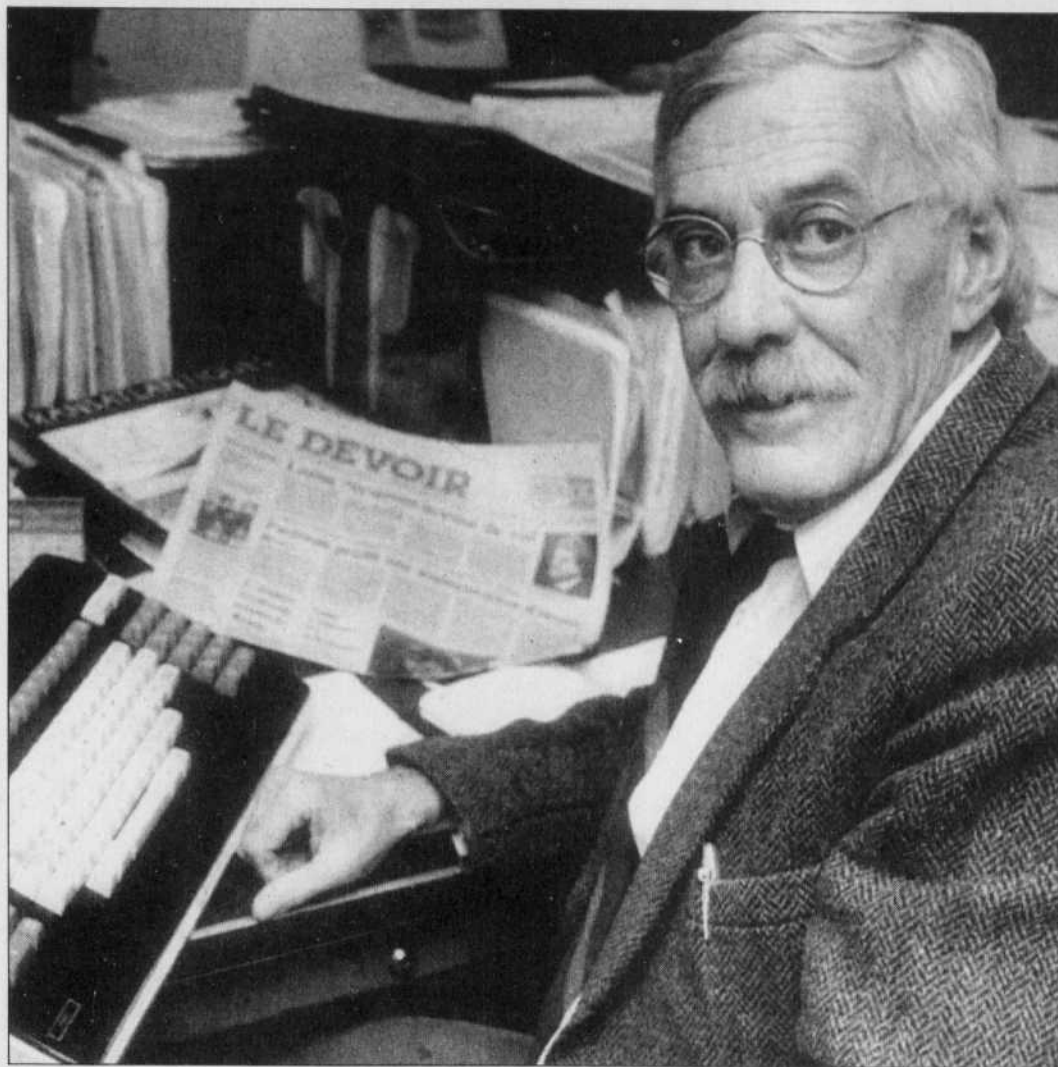
Enfin, je me rends compte que l'Insectarium n'est pas un nom approprié si je me fais puriste, car on peut y voir, vivantes et toutes poilues, des *latrodactus* à dix pattes. Or, il s'agit là de vilaines tarantules, et vous savez tous comment définir un insecte: par le nombre de pattes, et il n'en compte que six. La tarantule n'a donc pas à faire là, c'est une petite squatter, ou alors il faudra changer le nom de l'Insectarium. Dans ma hâte de faire savant, j'ai oublié bien sûr de demander le nom latin du maringouin, tant pis.

Il y aura aussi une collection de mouches à pêche, une collection de timbres-poste à l'effigie de nos irréductibles ennemis, il y aura un coin du «chasseur» avec tout l'attirail pour les attraper, et puis, une fois le musée des petites bêtes construit, un volière d'insectes vivants, parmi les plus belles espèces du Québec, une première en Amérique du Nord.

Mais le frère Firmin Laliberté ne sera pas là pour voir tout ça. Il est décédé le 30 octobre, à l'âge de 83 ans. Il avait consacré 62 ans de sa vie à celle des insectes, pour les collectionner, les répertorier, une collection, pensez-vous, de 100 000 spécimens, dont 50 000 du Québec. Cet homme, dit-on, fut au monde des insectes ce que Marie-Victorin fut à la botanique et Brian Mulroney au libre-échange. J'entends son nom pour la première fois. Espérons que la création de l'Insectarium lui vaudra la notoriété qu'il mérite, car on ne produit des hommes de ce calibre-là que deux ou trois fois dans un siècle.

La meilleure façon de financer le projet, c'est encore de visiter l'exposition, ouverte de 9h à 18h sur semaine, jusqu'à 20h les samedi et dimanche. Ça coûte 4 \$ pour les adultes, 2 \$ pour les enfants 5-17 ans, les 65 ans et plus et les personnes handicapées. Cet argent sera versé à la campagne de souscription. Et si vous contribuez davantage par un don, vous pourriez même devenir membre fondateur de l'Insectarium. On vous remettra un parchemin et un laissez-passer annuel. Pour complément d'information, vous composer le 872-1443, au Jardin botanique.

Jean-V. Dufresne



Jean-V. Dufresne quand il était encore au Devoir en 1989.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les belles mécaniques

19 juin 1988

Sinistrés et casqués, ils ne tiennent pour vision du monde que l'écran légèrement bombé d'une lunette en plexiglass fumé. Machines hurlantes, délires maîtrisés entre les cuisses gainées de cuir noir. Chrono 160, absolue certitude de l'immortalité au mitan de la chaussée.

Leurs montures empruntent au chant d'une cigale métallique, inoxydable, d'une esthétique brutalement monstrueuse. Elles se grisent des émanations entêtantes du monoxyde de carbone, parfum d'un primitif paradis dont les arbres sont de hautes tours de fractionnement panachées de crachins incendières qui éclairent, la nuit, le désert pétrolier de Montréal-Est.

On les envie les motards. Ils sont les phantasmes de nos rétroviseurs pépères. Ils viennent de nulle part. Ils fondent sur vous avec la plus pure gratuité, vous doublet pour offrir les flancs obscènes de leurs belles mécaniques, invincibles, superbes, arrogantes. Ils disparaissent pour n'être plus qu'un point noir à la traîne d'un ruban sonore qui reprend le crissement de la cigale et des pneus sculptés sur le béton de l'autoroute des Cantons de l'Est.

Ils se sont sanglés du costume de la Mort, comme dans le film de Cocteau, sans se soucier de la courtoisie. Ils font peur, mais ils sont innocents parce qu'ils sont en vacances. Ils se déguisent pour la frôler seulement, et sous le blouson ou la camisole multicolore qui s'inspire maintenant des arcs-en-ciel de la planche à voile, on devine une charpente osseuse plus ou moins achevée de citoyen ordinaire, des muscles en mal d'exercice comme s'en désolait l'automobiliste sédentaire, une colonne vertébrale qui a peine parfois à redresser son homme. Comme quoi le mythe, c'est du théâtre.

Derrière son cavalier à quatre cylindres, elle, plus frêle que lui, aspire avec violence l'évasion du neuf-à-cinq, et n'a pour toute vision du monde que la sphéricité réfléchissante d'un casque protecteur qui lui bloque entièrement la vue. L'horizon lui échappe, et pour se distraire d'un dos aimé, elle contemple à gauche et à droite le paysage diffus, indistinct d'une vitesse devenue presque monotone à force de démenche.

Alors vous écoutez Brahms ou *White Hot*, qu'importe, sur l'autoroute des vacances de la construction, c'était sans doute *White Hot*, je l'ai lu sur la pochette d'un disque en rentrant chez moi. Cela était écrit com-

me à la pointe d'un bistouri émoussé *An All Out Mental Assault*, et mon cœur a cessé de battre un bon moment, pour s'emballer ensuite à 5000 révolutions par minute. Au moins. Il faudra me greffer un *pacemaker* et un compte-tours dans la poitrine la prochaine fois que je me fais doubler par une cigale à si haute teneur d'octane. Je ne vous mens pas, j'ai failli mourir.

Le suicide en moto c'est parfois une bavure, mais c'est souvent un art, comme caresser l'enveloppe extérieure de la vie elle-même, palper l'infinité mince et invisible membrane qui vous distingue encore de l'existence. Tout se joue là, dans le millième de seconde au-delà duquel le paysage dans la lunette en plexiglass fumé s'obscurcit pour toujours. Ou alors vous tenez pour toute vision du monde le mur très blanc d'un dortoir pour paraplégiques.

Lui, c'était le slalomard. Son euphorie était d'une sinuosité sans nom. Je roulais pépère, et cela dut le contrarier pour qu'il me double avec la toute grâce d'une gîte au ralenti et se redresse avec la même somptueuse indifférence sur le couloir de la droite, à un millième de seconde de nos deux inexistentences. Cependant, sa tête avait pivoté comme celle d'un robot, dans un mouvement de rotation parfaitement conforme à la manœuvre qu'il avait si méticuleusement exécutée. Et je n'eus pour toute vision du monde que l'image réfléchie du capot de ma voiture dans la lunette en plexiglass fumé de son casque protecteur. H pour Honda.

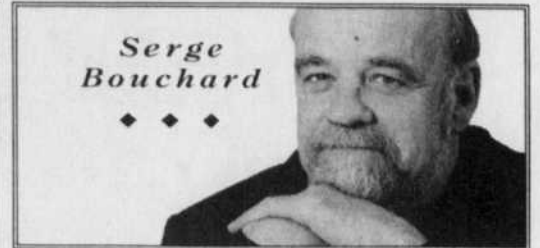
J'ai rencontré il y a quelques semaines une motocycliste offensante de jeunesse et de santé. Elle fulminait contre la hausse considérable des primes d'assurance-moto par la Régie, quelque chose comme 40%. Je lui donnais raison. Pourquoi s'en prendre aux motards, alors que l'État devrait plutôt contraindre les constructeurs de super-cylindres? Il y avait là quelque chose d'injuste, mais alors elle me mit dans le secret d'un nouveau slogan de son cru imprimé sur les tee-shirts de son association de motardes: «Mettez-vous quelque chose d'excitant entre les jambes». Moi, je veux bien.

Hier, dans votre journal, vous avez appris dans la chronique du funeste week-end la mort de Scott Archer, 29 ans, de Beebe, dans les Cantons; de celle de Terry Luke Gagnon, 18 ans de Calumet; de celle de Henri-Paul Déry, 41 ans, de Trois-Rivières.

Et celle de Mylène Rivard, de Dégelis, aux commandes d'une quadrimoto.

Elle avait 6 ans.

Jean-V. Dufresne



Serge Bouchard

La valeur des choses

Nous avons récemment acheté une armoire. Cette armoire est si vieille et son bois si usé qu'on la croirait fatiguée, sur le point de craquer. Personne ne connaît son histoire, elle vient de loin, remplie de temps, pleine d'espace. Dans un même souffle de nostalgie, elle inspire le voyage et l'immobilité. Cela se trouve, des choses à ce point chargées de souvenirs humains qu'à la fin, on ne sait plus comment les aborder: elles sont hors du temps, hors de prix; elles ont une valeur mystérieuse et supposée que plus personne ne sait fixer. Alors, on fait semblant et chacun négocie à l'aveugle, le commerçant comme le client.

Notre armoire contenait plusieurs cocons duvetés aux angles les plus cachés des tablettes intérieures. Après quelques semaines, l'appartement fut envahi par de petits papillons blancs. L'exterminateur fut catégorique: rien de pire que le vieux bois pour vous infester une maison. Il est d'ailleurs probable que l'exterminateur avait parfaitement raison, sans pour autant nous informer sur l'identité de ces papillons. Je pense encore, comme on le pense dans un grand nombre de cultures à travers le monde, que ces petits papillons blancs n'étaient autres que les âmes des gens à qui cette armoire a appartenu au fil du temps. Les meubles, c'est bien connu, attirent la poussière et ils attrapent ce qui reste de nous après notre disparition. Voilà comment ils finissent par prendre de la valeur. De la poussière d'âme, voilà ce qu'ils cherchent à capter.

Nous ne tenons peut-être pas à grand-chose, comme le dit le dicton, mais nous collons aux meubles. Quand je serai mort, je veux faire partie des meubles. Voilà. La valeur est un transfert, une sorte de contagion enrichissante de l'âme. Nous donnons une âme à l'inanimé. Pour mesurer la véritable valeur d'un meuble précieux, il faudrait l'avoir pesé avant, au moment où il n'était que beau, que cher, mais sans réelle valeur sentimentale. Il faudrait le peser ensuite, après que des humains lui eurent donné une âme. La différence de poids représenterait alors la valeur exacte de l'objet qui est ce qu'on appelle justement son «supplément d'âme».

La valeur sentimentale se transmet dans le temps, elle prend de la valeur en vieillissant. L'âme des autres survit dans l'objet jadis investi. Voilà le chapeau de Napoléon, la bague de mon arrière-grand-mère, une vieille table venue de loin. Nous nous réincarons en quelque sorte dans les objets familiers, dans ce qui fut fabriqué, appartenu, dans ce qui fut témoin, dans ce qui dure. Tout est éligible à l'âme. La beauté d'un objet tient à son humanité et c'est la charge d'humanité qui en détermine la valeur. Comme quoi rien n'est beau si ce n'est notre regard, rien n'est précieux si ce n'est notre attachement.

Vous savez bien que les objets n'attendent que cela. La matière attendait cela depuis toujours. Devant la cruauté du temps, dans l'anonymat de l'univers froid, le bois, le métal, la pierre, le sable, les éléments attendaient ce regard attendrissant qui leur donnerait une vie, une âme, une valeur, l'impression d'exister. Les choses veulent être souvenirs. Pour nous, c'est encore pire. Notre cauchemar n'est pas de mourir mais bien plutôt d'être oublié. Si nous pouvions devenir en effet de petits papillons blancs, des points illuminés dans le ciel de nuit, des étoiles, quelque chose en vérité qui nous assure de ne pas disparaître en vain, alors nous serions rassurés. La valeur tient au souvenir imprimé dans la mémoire de la matière.

Je possède un vieux camion auquel j'attache une très grande valeur. Tous ceux qui reconnaissent cette valeur sont mes amis. Selon la convention que vous établirez, dans le monde que vous choisirez, le monde des armoires, des automobiles, des clous, de la vaisselle, des armes, des bijoux, des poupées, des patentes, vous ferez œuvre de vie, vous donnerez la vie à un cousin qui autrement ne serait rien. Vous donnerez un sens au mot antiquité.

Faire vivre les objets inanimés est un esclavage, l'esclavage de la poésie. La valeur des choses est une convention. Parlez-en au diamant et parlez-en à l'or. Même l'argent suit ce principe. Mais justement, l'argent, qui mesure la valeur des choses sur le marché, en vient à ne plus valoir grand-chose quand il s'agit d'objets qui ont une telle valeur que l'argent ne saurait les acheter. Les objets de valeur sont des objets honnêtes, intègres, courageux, des objets qui n'ont pas de prix. On m'offrirait cent mille piasses pour mon camion que j'en rirais.

Nous, les Modernes, nous sommes malgré nous des antiquaires et des antiquités. L'ancienneté n'est pas une mode, elle est ancienne depuis toujours. Nous aspirons à ne jamais être oublié, à ne jamais retomber dans le rien des poussières anonymes flottant au gré de l'univers. Prenez l'eau. L'eau a tellement soif d'amour qu'elle croira tout ce que vous lui direz. Si vous voulez faire plaisir à l'eau, prenez-en un verre, dites-lui qu'elle est bête et qu'elle n'est pas à vendre, dites-lui qu'elle a un sens, elle est sacrée.

P.S. Si vous avez vraiment l'intention de m'offrir cent mille piasses pour mon camion, je pourrais quand même réfléchir.

Confusion des genres

8 novembre 1988

C'est de mon âge, j'imagine. Me voilà bientôt installé dans mon confort intellectuel, c'est-à-dire que j'aime les choses claires, de plus en plus, facilement identifiables. Je tiens en horreur les performances multidisciplinaires, les créations collectives, l'écriture de groupe, toutes formes d'art qui empruntent au catalogue des kits Ikéa pour inspirer ce que j'appelle des aménagements esthétiques de l'esprit.

C'est une maladie grave, qui présage sans doute de tendances réactionnaires irréversibles, si elles ne se sont pas déjà manifestées, mais je n'y puis rien. Bref, j'ai horreur de la confusion des genres. Je ne peux même pas supporter que Monique Leyrac fasse un morceau de bravoure lyrique avec la *Valse minute* de Chopin, dont le titre lui-même m'horripile par-dessus le marché, car il évoque dans mon esprit une réclame de riz «instant» de Uncle Ben's.

Le malheur de cette affliction est qu'on finit par tout scruter à la loupe, pour déboucher les emprunts, pour fendre les plagiats, dénoncer les doubles discours, remonter à la source la plus lointaine des inspirations, pour s'assurer qu'elles se

sont abreuvées à l'eau la plus pure. La recherche de l'authentique nous conduit vite alors à l'intolérance, au refus du droit qu'ont les choses d'évoluer en se cannibalisant l'une l'autre, quitte à finir par se ressembler toutes.

Vous aurez deviné que je veux ici, en passant par la porte d'en-arrière, parler des programmes de nos partis politiques. Hélas, on ne peut rien vous cacher, car nos partis sont l'exemple parfait de cette confusion qui nous irrite au point de nous faire rêver parfois d'un parti unique qui, comme le parti Rhinocéros, n'aurait pour tout programme que son seul emblème.

Mais il faut que je vous explique pourtant ce qui se passe, car vous vous sentirez angoissé, le matin du 21 novembre, lorsque par exemple vous irez déposer votre bulletin de vote dans un bureau de scrutin du comté Saint-Denis, en faveur du candidat libéral Marcel Prud'homme. Je dis Prud'homme comme ça, parce qu'il estime raisonnablement, je crois, le chroniqueur comme toute inoffensif que j'ai toujours été, le méchanteté exigeant une compétence qui me dépasse, hélas.

Vous avez choisi de voter rouge, donc, c'est bien votre affaire, vous l'avez toujours fait, mais comment alors pourriez-vous voter pour Marcel Prud'homme et en même temps voter contre le libre-échange?

Vous saviez pourtant que ce sont les Libéraux qui de tout temps ont préconisé l'intégration économique du continent nord-américain, et qu'au contraire ce sont les conservateurs qui ont toujours favorisé le protectionnisme.

Alors, pourquoi tout est-il si radicalement inversé cette fois? Pourquoi John Turner nous parle-t-il de l'âme canadienne en perdition avec l'accent de péquéciers ulcérés? Et pourquoi Brian Mulroney, lui, va-t-il trouver ses appuis chez les plus vieilles picouilles laurentiennes pour vendre le patrimoine national aux Américains?

La confusion des genres, voilà. Et voilà aussi pourquoi les sondages ces jours derniers se vengent en remettant tout à sa place. C'est ce que le peuple redoutable que nous sommes vient de découvrir sur le tard que Turner croit davantage au libre-échange que Mulroney, et que jamais il ne déchirera l'accord, même s'il l'a promis. En somme, on lui fait confiance précisément parce qu'il ne tiendra pas ses promesses, ce qui fait de lui un politicien enfin crédible.

Le malheur, avec Mulroney, c'est qu'il lui restait encore une once de sincérité. S'il veut gagner à nouveau notre confiance, il lui reste encore deux semaines pour nous jurer formellement que jamais, lui non plus, ne respectera ses promesses.

Jean-V. Dufresne

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste); Jean Dion, Louis-Gilles Franceur (environnement); Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Levesque (actualités politiques municipales), Benoît Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (reluctants); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Levesque, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Talifer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Pierre O'Neill, Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondants parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Aharie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (commis). LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avriil, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Marlène Côté, Anouk Hurbutt, Dominique Larivière, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland (Publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bedard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zuida. PROMOTION ET TIRAGE Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Evelyne Labonte (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleurs), Ghislaine Lafleur, Claudette Bellevue (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Nathalie Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR ACTUALITÉS

THORPILLE

SUITE DE LA PAGE 1

ne à laver», a déjà dit son rival sud-africain Ryk Neethling.

En plus, Thorpe a une histoire à arracher des frissons à un membre du CIO aux penchants dictatoriaux. Son meilleur ami a été atteint d'un cancer fulgurant et sa lutte contre la mort (il s'en est sorti) a fait prendre conscience au nageur, quand il avait le goût de tout lâcher, que son talent n'était pas un poids mais un cadeau et qu'il y avait en ce monde des combats bien plus ardues que le sien, voyez-vous? NBC nous a d'ailleurs offert un splendide reportage sur la question avec une trame sonore où prédominait le violon.

Thorpe, dont les parents ne savent pas nager, a déjà deux médailles d'or à Sydney — quoique nous sommes disposés à risquer toute notre réserve de dollars australiens qu'il a devancé le relais au 4 X 100 mètres et aurait dû être disqualifié —, plein de records du monde, des commandites à la tonne, un timbre à son effigie et certainement un vaste choix quant à son épouse future.

En natation, les records du monde tombent comme du beurre dans notre poêle elle aussi enduite de téflon, mais gardez s'il vous plaît vos suspensions pour vous. Il n'y a pas de maudite drogue sale en natation à Sydney. Les performances sont plutôt dues à une piscine ultrarapide, à de belles jeunes gens en grande forme et à d'autres facteurs intangibles, comme celui qui anime la spécialiste du dos Nina Zhivanetskaia. Zhivanetskaia, qui vit maintenant en Espagne après avoir fui la Russie, se sent tellement bien dans sa nouvelle patrie qu'elle est, nous dit l'Agence France-Presse, «dopée au bonheur».

Essayez donc de déceler ça avec un test d'urine, juste pour voir.

Sacrée belle invention que le triathlon, surtout que Simon Whitfield a «enfin» permis au Canada de grim-

per sur le podium. C'était l'ouverture du bulletin de la SRC, hier: «Sydney, jour 2: enfin des médailles pour le Canada.» Il faut dire qu'une disette d'une journée, c'est long pour un meilleur pays du monde qui peut au surplus compter sur la présence de Denis Coderre.

Car il n'y a rien comme une médaille. La dame de la CBC qui interviewait Sharon Donnelly (38^e au triathlon féminin) a dit que «les Jeux olympiques, ce sont beaucoup plus que des médailles; c'est une affaire de courage», mais ce n'est pas vrai. Le courage ne donne pas le droit d'entendre l'hymne national. Et samedi soir, il fallait voir Brian Williams, le chef d'antenne de CBC, s'énervant alors qu'on cherchait le médaillé de bronze de l'épreuve masculine et nous répéter à toutes les trente secondes qu'on allait bientôt entendre *O Canada*, et assister à la levée de l'unifolié, et en brailler un coup.

Whitfield a d'ailleurs pleuré dans son bouquet de fleurs pendant le moment de vérité, lui qui avait déclaré au fil d'arrivée que ce dont il était le plus fier, c'était d'être Canadien. Mais personne ne lui en a voulu. «Y a pas de mal à être ému», a judicieusement relevé Claude Quenneville.

On a par ailleurs appris que Whitfield était tellement détendu qu'il avait pris «un déjeuner relax», signé des autographes et «parlé à des gens» avant la course.

N'empêche. C'est l'Allemand Stephan Vuckovic, médaillé d'argent, qui a vraiment ensoleillé notre nuit. Vuckovic venait tout juste de se faire dépasser par Whitfield à quelques mètres de l'arrivée et était dans le dernier droit lorsqu'il a jeté un regard derrière lui et constaté qu'il avait quelques secondes de jeu. Il s'est rendu près de la foule, a pris un drapeau allemand et s'est mis à danser partout. Il a finalement terminé avec neuf secondes d'avance sur le Tchèque Jan Rehula.

Depuis le temps qu'on nous parlait des requins qui hantent la baie où avait lieu le départ du triathlon, imaginez notre déception. On avait même baptisé les épreuves «Jaws XXVII», ces Jeux étant ceux de la

vingt-septième olympiade (d'ailleurs, si vous nous autorisez un petit aparté, les Jeux de Sydney ne sont pas, comme on l'a entendu souvent, les XXVII^e Jeux d'été, mais les XXIV^e). La différence de III avec le nombre d'olympiades, qui sont des périodes de quatre ans, est due au fait que les Jeux n'ont pas eu lieu en 1916, 1940 et 1944. Ce qu'on en apprend des choses extraordinaires, quand même). Or, pas même l'ombre du reflet d'un aileron.

C'est qu'on avait utilisé des sous-marins pour éloigner les bêtes. De plus, a-t-on su en fin de semaine, six plongeurs plutôt braves avaient été immergés afin de les faire fuir. En leur faisant des grimaces, sans doute.

Un pépin est survenu lors des cérémonies d'ouverture, vendredi: après avoir été allumée par Cathy Freeman, la vasque olympique s'est élevée, mais elle a été freinée dans son ascension pendant plusieurs minutes. Selon les responsables des cérémonies, Ric Birch, le contretemps était dû à une panne. Mais le célèbre médium Uri Geller, réputé pour tordre des cuillères par la seule force de sa pensée, a assuré que c'était lui qui, depuis son domicile en Grande-Bretagne, était intervenu.

Pour finir, les fermes propos du week-end. Aline Chrétien, interrogée sur les chances de Toronto d'obtenir les Jeux de 2008: «Les Canadiens sont capables de faire de beaux spectacles.»

Camille Dubé, jasant boxe: «C'est un combat d'escrime mais avec deux armes, deux poings.»

Commentatrice non identifiée de NBC, à propos de la triathlète Sheila Taormina (6^e rang): «Elle n'a jamais été dans une piscine juste pour le plaisir. Ça vous montre quel genre de compétitrice elle est.»

Olivier Marceau, triathlète français (7^e rang), au quotidien *L'Équipe*: «Il faut aimer la souffrance. Or, quand on aime la souffrance, on ne souffre plus, ça devient donc un plaisir.»

Hé ben. jdion@ledevoir.com

SONDAGE

SUITE DE LA PAGE 1

maine dernière des députés Diane Saint-Jacques (Shefford) et David Price (Compton-Stanstead) en faveur des libéraux, ne réussirait qu'à aller chercher 3% des intentions de vote. La catégorie marginale «autre parti» ou est notamment classé le Nouveau Parti démocratique, reçoit elle aussi 3%. Les indécis et les personnes discrètes représentent 16% des répondants.

Le score des libéraux et des bloquistes prendrait toutefois une allure fort différente si l'actuel ministre des Finances Paul Martin prenait la tête du PLC. L'appui aux libéraux ferait un bond de 14 points, passant à 48%. Du coup, les bloquistes seraient sur une pente les faisant glisser à 28% des intentions de vote. Le PLC avec Paul Martin verrait ainsi un voteur bloquiste sur cinq passer chez lui. Cette proportion augmente à un sur deux pour ce qui est des gens qui disent appuyer l'Alliance de Stockwell Day et à deux répondants sur trois chez ceux qui ont choisi initialement les conservateurs.

Pour M. Noisieux, «il y a derrière ça, une volonté de Québécois de donner une dernière chance au fédéralisme comme si la souveraineté était une solution de dernier recours. La population voit dans Paul Martin quelqu'un de pragmatique qui souhaite que ça marche». «Paul Martin détient la clé de la prochaine élection. Il est la vraie menace pour le Bloc», renchérit Jean Noisieux. Ce dernier élément est d'ailleurs confirmé par les sondages internes du Bloc, ce que reconnaissait le mois dernier le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

La possibilité que M. Martin soit chef du PLC semble toutefois écartée chez les libéraux qui ont freiné au cours des derniers mois l'élan de sympathie pour le ministre au sein de leurs troupes. Dans ce contexte, si les Québécois savaient qu'un vote pour le Bloc permettait à ce dernier de détenir la balance du pouvoir, 45% des répondants opteraient pour le parti souverainiste.

Quant à savoir avec quel parti devrait s'allier le Bloc pour exercer cette balance du pouvoir, il y a loin d'avoir unanimité chez les répondants qui ont l'intention de voter pour les bloquistes. Parmi eux, 32% estiment que le Bloc devrait faire alliance avec les libéraux de Jean Chrétien alors que 26% préfèrent l'Alliance canadienne comme partenaire. La même proportion, soit 26%, croit que le Bloc québécois ne devrait s'associer avec ni l'un ni l'autre. Seize pour cent des répondants demeurent indécis ou refusent de répondre à la question. «Cela montre que les Québécois préfèrent un parti qui a des racines au Québec alors que l'Alliance est un parti de l'ouest», affirme M. Noisieux de Sondagem.

L'épineux dossier de la santé apparaît comme l'enjeu privilégié par les Québécois et ce, dans une proportion de 46%. Peu importe le parti qui obtient leur faveur, les Québécois demeurent convaincus que l'enjeu de la prochaine campagne devrait être les soins de santé. Arrivent loin derrière, les questions de création d'emplois (23%) et de réduction de l'impôt (21%).

Ce sont par ailleurs les citoyens qui entendent voter pour le Bloc québécois qui se montrent le plus pressés que les élections soient déclenchées dès cet automne (37%). Cette proportion s'inverse chez les Québécois qui appuient le Parti libéral pour qui le plus tard semble le meilleur choix. Ils sont 39% à souhaiter que l'automne 2001 soit plutôt l'échéance choisie par Jean Chrétien. L'empressement des bloquistes semble correspondre à leur vision de la situation du Québec puisqu'ils sont 75% à dire que ça va très bien et plutôt bien au Québec.

Méthodologie

Ce sondage a été réalisé par Sondagem Inc. pour *Le Devoir* et CKAC. Pour cette étude, 1003 entrevues téléphoniques ont été complétées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec. L'échantillon probabiliste a été stratifié selon les 17 régions administratives du Québec. Il fut tiré aléatoirement par ordinateur des listes de numéros de téléphone résidentiels par la méthode du hasard systématique. À partir de 1615 numéros de téléphones valides, 1003 entrevues ont été complétées, permettant d'obtenir un taux de réponse de 62,1%.

Toutes les entrevues ont été réalisées à partir de Montréal du 8 au 5 septembre 2000. En retenant un seuil de confiance de 95%, la marge d'erreur statistique maximale d'un tel sondage est estimée à plus ou moins 3,1%, dans 19 cas sur 20.

DUFRESNE

SUITE DE LA PAGE 1

wer, d'analyste et d'orfèvre du style. Au cours des années 60, un temps attaché de presse de René Lévesque, alors ministre libéral, il devait revenir à toutes jambes au journalisme, le seul vrai lit de ses amours. Jean-V. Dufresne ne s'éternisait jamais là où il sentait une contrainte ou une sclérose. Il fut son seul vrai maître et un homme libre.

Gros fumeur, depuis quelque temps frappé d'emphysème, il n'a pas survécu aux suites d'une opération pour un cancer de la prostate et est mort samedi matin à 70 ans d'un arrêt cardiaque.

«Sa sensibilité fut sa qualité principale, évoque le journaliste Armande Saint-Jean qui fut une de ses amies et collaboratrice à Radio-Canada. Elle a fait de lui un grand journaliste, jamais cynique, ni blasé, cherchant les facteurs humains derrière les actions des êtres, même des personnalités politiques.» Armande Saint-Jean évoque la mémoire prodigieuse de celui qui connaissait à fond l'histoire du Québec et du Canada, plongeant sans relâche son regard dans le passé pour comprendre et analyser le présent.

Jean-V. Dufresne, qui s'est toujours décrit et perçu comme un artisan, pouvait faire parler comme pas un les images sous sa plume, donner vie à ce qu'il racontait, s'adressant à ce qu'il y avait de plus éclairé dans l'esprit du lecteur. Il n'a jamais reculé non plus devant les risques du métier. Son dernier grand reportage au *Journal de Montréal* avait pour cadre une Haïti à feu et à sang.

Ce franc-tireur ne suivait pas l'air du temps mais traquait la vérité avec une curiosité sans

frein mais aussi une humilité intellectuelle en perpétuelle inquiétude qui étonnait chez un être aussi unanimement respecté.

Tous ceux qui l'ont côtoyé savent que jamais journaliste ne fut plus exigeant envers lui-même ni juge plus implacable, sans cesse à mettre en lumière des limites de son savoir, limites qu'il était seul à déceler, tant sa mémoire encyclopédique et son jugement faisaient autorité. Ce doute contribuait beaucoup au charme d'une personnalité entièrement dénuée de prétention. Autodidacte qui se vantait de n'avoir complété qu'une neuvième année de scolarité, il possédait une très grande culture, assimilant tout ce qu'il lisait, attristé pourtant d'avoir vécu sans diplôme, en porte-à-faux avec son époque. Bardé de prix de journalisme, dont l'Olivar-Asselin, le Jules-Fournier, etc., il s'étonnait toujours de recevoir les honneurs, vivait très sobrement, n'ayant brigué ni l'argent, ni les hautes fonctions au cours d'une vie passée au service de l'information.

Le sénateur Jean-Claude Rivest rappelle à quel point ce grand journaliste possédait le respect de la chose publique et des serviteurs de l'État. Même son de cloche chez l'ancien ministre péquiste Claude Morin qui évoque aussi cette courtoisie (rare) et rend hommage à son côté fouilleur, à l'esprit curieux de celui qui ne se contentait jamais d'une réponse évasive mais s'entêtait sur son os jusqu'à ce qu'il en vide tout le suc.

«Sa plume n'était pas qu'un service du style, mais du contenu», rappelle l'ancien journaliste Guy Lamarche, qui s'ennuiera aussi du panache de l'homme et de sa flamme. «Le journalisme n'était pas un métier, à ses yeux, mais une vie. Quand Jean-V. arrivait dans un congrès, on savait tous qu'on ne s'y ennuyait pas.»

«Nul ne fut moins prima donna», réplique son ancien compagnon de route au *Devoir* Jean-Claude

de Leclerc. Sa convivialité était extrême avec tous ses collègues.»

Le monde politique qu'il a couvert avec rigueur et respect sans manquer de l'épingler pour autant, lui tire aujourd'hui son chapeau:

À Ottawa, le premier ministre Jean Chrétien a exprimé hier au *Devoir* son regret face au départ d'un homme qui exerçait son métier avec une intégrité et un professionnalisme exemplaires, tandis qu'à Québec Lucien Bouchard a rappelé sa plume remarquable, son sens de l'éthique, comme sa passion du mot écrit.

Il y a cinq ans, le routier de l'information prenait sa retraite du *Journal de Montréal* sans que nul ne l'y ait convié, avouant une certaine lassitude. «Il était déçu de l'état de la profession journalistique», précise le journaliste de Radio-Canada, Pierre Migneault également son voisin. Ce fut une des causes de sa retraite.»

«Je pense qu'une rupture à la fin de sa carrière l'a éloigné de son métier», renchérit la compagne de Jean-V. Dufresne, la sculptrice Hélène Gagné. Après avoir quitté le *Journal de Montréal*, il n'a plus voulu écrire, repoussant des propositions très intéressantes qui s'offraient à lui, disant en avoir fini avec le journalisme.»

Ces dernières années il les aura passées à lire des classiques, se plongeant dans l'écriture des maîtres et des œuvres encyclopédiques, explorant jusqu'au bout cette langue française dont il fut si épris.

Il laisse derrière lui notamment son fils Alexis né d'une liaison avec la chanteuse Louise Forestier, ainsi que ses six frères et sœurs.

La famille recevra les marques de sympathie demain au Salon Dallaire de l'avenue Laurier, entre 14h et 17h et de 19h à 22h. Les funérailles auront lieu mardi à l'église Sainte-Madeleine d'Outremont à 11h.

PÉROU

SUITE DE LA PAGE 1

a-t-il dit.

Sa décision fait craindre une réaction de l'armée mais le calme prévalait hier dans les casernes. Beaucoup estiment que Vladimiro Montesinos, considéré par certains comme l'«éminence grise» du président, a rallié les militaires derrière Fujimori.

Les experts estiment que Fujimori a finalement cédé à la pression internationale après la diffusion d'une cassette vidéo apportant la preuve de la corruption régnant au sein de son gouvernement. D'autres avancent que l'armée a pu lui forcer la main.

Vladimiro Montesinos est au cœur du scandale depuis la diffusion, jeudi, d'une vidéo où on le voit remettre une somme de 15 000 \$ US à un député d'opposition pour le rallier au camp gouvernemental.

Le président a expliqué qu'il était de son «devoir moral», en tant que chef de l'État, de réagir à ce scandale qu'il a qualifié d'«attaque aux attentes légitimes de progrès des Péruviens» et d'entrave à la reprise économique. Cette affaire, a-t-il reconnu, «a une forte incidence sur la stabilité de mon gouvernement et sur celle du pays».

«Au cours de ces dix dernières années, nous avons eu à faire face à des crises politiques d'ampleurs diffé-

rentes [...] Mais, ce qui est le plus important, c'est que nous avons fait face à toutes ces crises, y compris celle-ci, en posant comme principe fondamental les intérêts supérieurs du pays», a poursuivi Fujimori.

Dès l'annonce-surprise, des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Lima pour se rassembler devant le palais présidentiel, agitant des drapeaux péruviens ou des banderoles réclamant de nouvelles élections. Certains brandissaient un poster représentant le portrait du président Fujimori orné de la mention «Wanted» comme sur un avis de recherche.

Les États-Unis se sont réjouis hier de la décision de Fujimori. «Il est clair que le peuple péruvien souhaite une véritable démocratie et nous espérons que tout le monde au Pérou appuiera ce projet», a déclaré un porte-parole de la Maison-Blanche.

L'ancien secrétaire général des Nations unies, le Péruvien Javier Perez de Cuellar, qui s'était présenté sans succès en 1995 contre Fujimori, a salué une «nouvelle incroyablement stimulante pour la démocratie».

Des voix dans l'opposition réclament la démission immédiate du chef de l'État et proposent que l'intérim soit assuré par le vice-président Francisco Tudela, considéré comme un conservateur éclairé. Ancien ministre des Affaires étrangères à l'époque de l'affaire des otages (décembre 96 à avril 97) à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, il avait été grièvement blessé lors de

la prise d'assaut par les commandos spéciaux anti-terroristes en avril 1997.

D'autres proposent l'instauration d'un gouvernement provisoire chargé d'assurer la transition dont la priorité devrait être de créer les conditions assurant l'organisation de nouvelles élections «justes et transparentes».

Seul le refus d'engager un processus électoral dans la précipitation semblait faire l'unanimité tant dans l'opposition, qui la veille encore réclamait la tenue d'une nouvelle consultation dans les plus brefs délais, que dans les rangs de la majorité présidentielle.

Seul celui qui est considéré comme le tombeur du président Fujimori, Fernando Olivera Vega, un parlementaire de 42 ans, président du Front indépendant moralisateur (FIM), a annoncé son intention d'être candidat à la présidence alors que lors des élections générales son parti n'avait présenté personne à cette fonction. Ce geste avait été interprété à l'époque comme un soutien tacite au président Fujimori qui briguait un troisième mandat consécutif.

Quant au rival du chef de l'État au second tour, Alejandro Toledo, qui se trouvait à Washington au moment de l'annonce de nouvelles élections, il s'est contenté d'appeler à «une candidature unique de l'opposition», sans préciser s'il entendait entrer en lice.

FUJIMORI

17 décembre: Prise d'otages à la résidence de l'ambassadeur du Japon, qui recevait quelque 400 invités.

■ 1997, 22 avril: Fin de la prise d'otages à la résidence de l'ambassadeur de Cuellar. Un otage, deux soldats et les 14 membres du commando de guérilleros sont tués; 74 otages libérés.

29 mai: Le congrès destitue les trois magistrats du Tribunal constitutionnel pour s'être prononcés contre la loi «d'interprétation authentique».

■ 1998, 26 octobre: Pérou et Équateur signent à Brasilia un accord de paix mettant fin à leur contentieux frontalier.

■ 1999, 13 novembre: Pérou et Chili signent un accord qui met fin à leur contentieux frontalier séculaire.

■ 2000, 9 avril: Élections présidentielles et parlementaires (renouvellement des 120 membres de la chambre unique, le Congrès).

29 mai: Le président Fujimori est réélu à un 3^e mandat consécutif de cinq ans avec près de 52% des suffrages.

16 septembre: Le président Fujimori annonce qu'il convoque de nouvelles élections présidentielle et législatives et qu'il ne se représentera pas, renonçant de fait au pouvoir.

LE DEVOIR
Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333
Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com
Comment nous joindre?
La rédaction
Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com
L'agenda culturel
Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390
La publicité
Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)
Les avis publics et appels d'offres
Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Les petites annonces et la publicité par regroupement
Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340
Les abonnements
Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.